

Réponse au Parti Communiste (pages 6 et 7)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



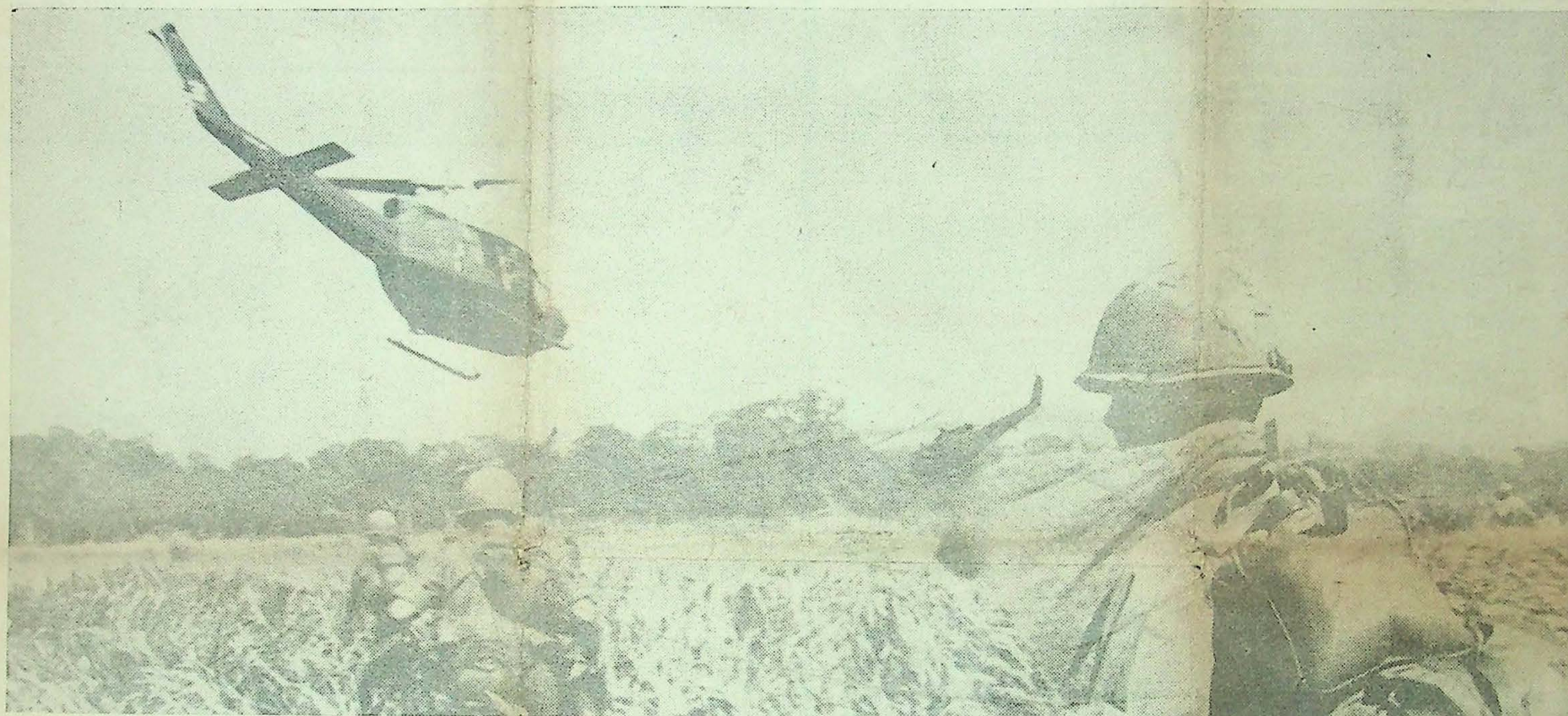
DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 268. — 8 JANVIER 1966



(Photo A.F.P.)

VIETNAM : DEPUIS UN QUART DE SIÈCLE

(lire en page 3)

Mort d'un président de la République républicain

J'étais, depuis de longues années, l'ami de Vincent Auriol.

J'ai été son chef de cabinet lorsqu'il était ministre de la Justice en 1937-1938. Notre collaboration avec Marx Dormoy, alors ministre de l'Intérieur, était étroite, intime, affectueuse : nous nous efforcions de casser les reins des cagouleurs et de ceux qui finançaient leurs entreprises factieuses que le gouvernement suivant a si fâcheusement ménagées. Ce sont des souvenirs que nous avons bien souvent évoqués, pendant l'occupation, lorsque Vincent Auriol, après avoir été l'un des 80 parlementaires qui, en juillet 1940, avaient voté contre Pétain, était traqué par la Gestapo et ses complices de Vichy et travaillait en liaison permanente avec Léon Blum, Marx Dormoy et Henri Ribière à la reconstitution et au développement du Parti socialiste clandestin, dirigé avec tant de courage et de clairvoyance par Daniel Mayer. Elu premier Président de la IV^e République, Vincent Auriol s'y comporta en républicain, ce qui, aujourd'hui, peut paraître original.

J'ai regretté, et Auriol le savait,

la lettre qu'il a écrite à de Gaulle en 1958 : elle a servi d'alibi moral à un grand nombre de députés socialistes qui, inspirés par des mobiles moins nobles, ne cherchaient qu'un prétexte pour se ruer à la capitulation et à la servitude. Mais je l'ai vivement félicité, lorsqu'en présence de violations réitérées de la Constitution par le chef de l'Etat, il a refusé avec éclat de siéger au Conseil Constitutionnel, dont le silence apparaissait comme une complicité. Jusqu'à son dernier souffle, il a flétri le pouvoir personnel. Son suprême acte politique, accompli en pleine lucidité sur son lit de mort, a été une prise de position en faveur du candidat unique de la gauche aux élections présidentielles.

A Michèle Auriol, son admirable compagne des bons et des mauvais jours, fidèle à l'idéal de son père, Auconturier, compagnon de Jaurès, à Paul, à Linette, à leurs enfants, je renouvelle ici mes sentiments d'affectueuse sympathie.

Edouard Depreux.



(Photo A.D.P.)

NE à Revel, importante bourgade de la Haute-Garonne, Vincent Auriol, fils de boulanger, soutint à Toulouse une thèse de doctorat en droit et s'inscrivit au Barreau de la ville.

Membre du parti socialiste dès 1905, il fonda en 1909 le journal « Midi Socialiste ». Il fut l'ami loyal de Jean Jaurès et de Léon Blum, envers lesquels sa fidélité demeura absolue.

Député de la circonscription de Muret en 1914, maire de cette ville en 1925, puis conseiller général en 1928, il devait être, par la suite, constamment réélu jusqu'en 1940, où il fut l'un des 80 parlementaires à voter contre la délégation de pouvoirs à Pétain.

Emprisonné à Vals-les-Bains avec Georges Mandel et Paul Reynaud, il prit le maquis en 1942 et rejoignit Londres en octobre 1943. Ministre de l'Assemblée consultative provisoire, il fut élu en octobre 1945 député de la Haute-Garonne à la première Assemblée Constituante dont il devint le Prési-

dent. Ayant présidé également la seconde Assemblée Constituante, il fut élu, le 16 janvier 1947, Président de la République.

Profondément républicain, Vincent Auriol fut un actif participant du Front Populaire. Ministre des Finances dans le gouvernement Léon Blum, en juin 1936, il devait demeurer fidèle au Parti socialiste jusqu'en 1958. Il rompit alors publiquement avec la S.F.I.O. et notamment avec Guy Mollet dont il estima qu'il n'avait plus suffisamment d'autorité morale pour rassembler les travailleurs. De la même façon, il devait renoncer au siège que de Gaulle lui avait attribué au sein du Conseil Constitutionnel. Avec dignité, il condamna alors l'attitude de de Gaulle qui prenait, vis-à-vis de la Constitution, les plus grandes libertés... Il est vrai qu'en mai 1958 on avait pu croire que la lettre adressée par Vincent Auriol au général de Gaulle était un consentement...

Dont acte

Dans le numéro 267 de votre hebdomadaire, daté du 1^{er} janvier 1966, page 2, « le S.G.E.N. (Syndicat des Enseignants C.F.D.T.) » est mentionné comme l'une des organisations adhérant à « la Fédération Démocratique et Socialiste ».

Notre organisation n'ayant pas

donné son adhésion à la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste, je vous serais très reconnaissant de vouloir bien porter, le plus rapidement possible, ce simple fait à la connaissance de vos lecteurs.

Paul Vignaux,
secrétaire général.

ANGERS

336 licenciements

La plus vieille usine d'Angers, qui a employé des milliers de travailleurs et qui a été le creuset de la classe ouvrière angevine, avec les Ardosières de Trélazé, a cessé toute activité. Cette usine s'est d'ailleurs réduite au cours des années. L'année dernière ce qui en restait a été acheté par plusieurs autres firmes, mais 336 travailleurs ont été licenciés dans les derniers jours de 1965. Sur ce chiffre, 145 ont plus de 50 ans.

Il y a deux leçons à tirer de cette fermeture.

La première, c'est que dans notre société, tout se fait sur le dos et sans aucune participation, ni droit à la parole, des principaux intéressés : les travailleurs.

La deuxième c'est que dans le régime actuel il ne peut pas y avoir de

solution qui en soit vraiment. Car pour cela il faut prévoir, autrement dit, il faut planifier. Il est probable que cette entreprise, telle qu'elle était n'était plus viable. Mais cela, dans une société basée sur la satisfaction des besoins des hommes, devait depuis longtemps être prévu et dans le cas d'une carence des employeurs : la nation, les travailleurs organisés. Toute autre forme à trouver doit pouvoir avoir la possibilité de moderniser, de reprendre l'entreprise pour la rendre rentable.

Actuellement, le combat syndical qui se mène est nécessaire, indispensable mais c'est un combat défensif. Il faut le faire mais en même temps prendre conscience de la nécessité de propositions et de planification économique et démocratique.

A. S.

TRANSPORTS

La hausse des tarifs SNCF

Telle est l'une des conséquences du plan de stabilisation.

La période électorale étant close, le gouvernement peut de nouveau pousser un cri d'alarme devant le déficit grandissant de la S.N.C.F.

La philosophie du Pouvoir est bien connue ; l'équilibre financier est une règle qu'il est interdit de transgresser. Puisque l'exploitation de nos chemins de fer procure des ressources en diminution, le remède choisi doit être la hausse des tarifs.

Cela revient à dire que les mesures économiques imposées par l'Etat sont valables pour tout le monde sauf pour ceux qui sont responsables du choix d'une politique.

Car pourquoi les ressources de la

S.N.C.F. sont-elles en baisse par rapport à l'an passé ?

Tout d'abord parce que la politique dite de stabilisation correspond, nous l'avons déjà écrit, à une perte sèche de 1.200 milliards de biens consommables ou d'investissements rentables dans l'avenir.

Or les produits qui ne sont pas fabriqués ne peuvent, à l'évidence, être transportés par voie ferrée. Et l'incidence sur les recettes de la S.N.C.F. est sensible puisque les experts chiffrent à 4 p. 100 le manque à gagner des transports ferroviaires.

Conséquence d'une politique économique monstrueuse : dans un ou deux mois, il faudra bien « autoriser » les responsables de la S.N.C.F. à « aménager » les tarifs.

Nécrologie

C'est avec peine que nous avons appris le décès de notre camarade Marcel Dejeux.

Militant actif depuis de nombreuses années, il sut s'entourer de toutes les sympathies. Sa clairvoyance, son esprit critique ont fait que dans les différents partis de gauche auxquels il a appartenu, il se situait en socialiste.

Trésorier de la section de Dole et de la Fédération du Jura, il laisse, avec nos regrets, un vide immense.

Que sa vie militante soit un exemple pour tous.

Fédération des Alpes-Maritimes

Création d'une section à Grasse

Une nouvelle section du parti est en formation à Grasse.

Tous les sympathisants du canton peuvent dès à présent s'inscrire ou demander des renseignements à Marc Bailleul, Chemin de Vence à Magagnosc.

Pensez aux étrennes du P. S. U.

Votre cadeau adressé à Louise Lemée, 81, rue Mademoiselle (C.C.P. 4641-25), sera particulièrement apprécié. N'hésitez pas.

Il faut encore accomplir un petit effort pour équilibrer nos recettes et nos dépenses de la campagne présidentielle, le ballottage, salué avec joie, ayant entraîné des frais supplémentaires.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX
Secrétaire national

Jean ARTHUYS
Trésorier national

Bien entendu, nous comptons sur les amis qui ont payé en 1965 des cotisations mensuelles volontaires au P.S.U. pour qu'ils continuent de le faire en 1966.

A LA CROISÉE DES ESCALADES

Plus spectaculaire à l'occasion des fêtes de fin d'année, le « ballet diplomatique » sur le Vietnam a commencé il y a un peu plus d'un mois. Il y a de fortes chances de le voir s'enliser sous quelques jours et l'on aura de bonnes raisons d'en conclure par « beaucoup de bruit pour rien ». Lorsqu'il s'agit d'un conflit aussi dangereux et aussi cruel que celui du Vietnam, il convient de s'arrêter quelque peu, de faire le point et de rappeler toujours ce qui est en cause et qui, seul, peut permettre une solution réelle du problème.

Une escalade diplomatique

En novembre, l'hebdomadaire américain « Look » nous apprenait que le gouvernement des Etats-Unis avait, à l'automne 64, repoussé une proposition du secrétaire de l'O.N.U. destinée à conclure un cessez-le-feu au Vietnam. Les réactions n'avaient pas fini de se manifester que la bombe Fanfani-La Pira éclatait. L'ancien maire de Florence avait été reçu le 11 novembre à Hanoï par le président Ho Chi-minh. Une indiscretion de presse outre-Atlantique dévoilait le 17 décembre une correspondance dont il est bien difficile aujourd'hui d'estimer l'efficacité. L'affaire s'écartait d'ailleurs de son but et venait susciter une crise à l'intérieur du gouvernement italien.

Entre temps, deux voyages méritaient de retenir l'attention : celui de l'ambassadeur extraordinaire Jean Chauvel qui se rendait à Pékin, Hanoï, Pnom-Penh et New Delhi, et celui du vice-président nord-vietnamien Le Than Nghi, qui, avec une mission économique, visitait plusieurs capitales des pays de l'Est en commençant par Moscou.

On n'avait pas fini de suivre avec intérêt ces divers déplacements que trois autres initiatives venaient les éclipser. La diplomatie du Vatican, qui n'a pas cessé de prendre un intérêt tout particulier à la guerre du Vietnam, conduisait les Américains à accepter une trêve de Noël lancée par le F.L.N.

Depuis le 24 décembre 1965, aucun bombardement n'a été effectué au-dessus du Nord-Vietnam visité seulement par des avions de reconnaissance. A la suite, deux offensives étaient déclenchées : l'une à Moscou, avec l'annonce du voyage de Chelepine, le numéro deux du P.C. soviétique, à Hanoï. L'autre, la plus volontairement spectaculaire, aboutissait à l'envoi à travers le monde de multiples émissaires du Président Johnson. A Goldberg, chez le Pape, chez de Gaulle, chez Wilson qui reprenait la balle en relançant Moscou sur une éventuelle conférence du type Genève. A Harriman à Varsovie, Belgrade, New Delhi, Téhéran, Le Caire. Mc Bundy à Ottawa. Mennen Williams faisait le tour des capitales du Maghreb avant de se rendre dans celles de l'Afrique australe. Enfin, à la veille de l'ouverture des assises de La Havane, M. T. Mann entamait une tournée en Amérique du Sud. On n'oubliera pas non plus le périple du vice-président Humphrey à Taipei, Tokyo, Séoul, Manille ; ni non plus la rencontre à Tachkent du Premier indien et du maréchal Ayoub Khan sous le patronage de Kossyguine, bien que ces derniers déplacements aient été prévus depuis plusieurs semaines. Bref, les membres de la « Commission Internationale de Contrôle », les neutres, les gouvernements communistes européens, les alliés des U.S.A., leurs clientèles également,

tout le monde ou presque a été touché et L.B.J. est rentré à la « Maison Blanche » pour prendre des décisions. Il a devant lui le plan intérieur américain, les prochaines élections partielles au Congrès et le traditionnel message sur l'état de l'Union à prononcer et, plus prosaïquement, de nouveaux impôts à faire admettre. Cela dit, les missions et les déplacements récapitulés, la mise en condition publicitaire dépassée, la poudre aux yeux écartée, il faut s'interroger sur la signification de ce qui peut suivre et qui concerne d'une manière ou d'une autre la paix du monde.

L'escalade américaine

QUEL que soit le frisson provoqué par une diplomatie dont on ne contestera pas la mobilité, les Américains détenant pour l'occasion la palme, il faut toujours revenir aux notions de base du problème. Ce sont elles qui commandent l'avenir, et tant que l'on n'aura pas tenté d'y porter des remèdes effectifs et non apparents, on risque de ne parvenir à rien d'autre qu'à une aggravation de la guerre. Depuis la conférence de Genève en 1954, les Américains refusent d'admettre l'indépendance du Vietnam, ils ont fabriqué l'Etat du Sud-Vietnam, avec la complicité de Diem, ils ont pris l'écrasante responsabilité de nier l'échéance de 1956 qui devait voir des élections et la réunification du Nord et du Sud ; ayant échoué au total avec Diem, ils ont amorcé l'escalade militaire, un premier bombardement en août 1954 du Nord fut un ballon d'essai, puis le premier en février 1954 des 60.000 raids qui devaient faire plier Hanoï. Depuis 1949, Washington refuse d'autre part non seulement de reconnaître diplomatiquement Pékin, mais même le fait accompli de la révolution chinoise.

Or, depuis quelques années, et singulièrement en 1965, la contre-offensive américaine a provisoirement réussi en Afrique et pour une grande part en Asie, sans compter Saint-Domingue. La coexistence pacifique « marche » en Europe. Dès lors, isolé, le fait chinois, pris comme un tout, semble faire pièce à la stratégie américaine. La guerre du Vietnam s'inscrit fondamentalement dans ce contexte, avec, envisageable à terme, l'attaque de la Chine dont l'éditorialiste de « Jeune Afrique », de retour des U.S.A., disait la semaine dernière que c'était bien là l'objectif essentiel de l'agression au Vietnam.

Le piétinement passager du Tiers Monde dont on fera peut-être le diagnostic possible à La Havane et qui, de toute évidence, connaîtra des lendemains meilleurs ; les illusions que pourrait entretenir la puissance américaine quant à la conception soviétique de la coexistence pacifique qui ne saurait être seulement valable pour le seul continent européen ; tout cela constitue autant de données auxquelles il faut penser sérieusement. Mais le plus important vient du choix qui s'offre au Vietcong, à Hanoï et par voie de conséquence à Pékin. Pour ces trois interlocuteurs, qui peuvent sans doute tenir des raisonnements différents, un fait demeure capital : la négociation ne doit pas déboucher sur une situation analogue à celle qui a eu cours ces dernières années ; c'est-à-dire que les Américains doivent admettre, à plus ou moins bref délai, la neutralisation n'étant qu'une modalité, l'indépendance et la réunification du Vietnam ; ils doivent admettre le fait

chinois. Tout ce qui n'amorce pas sérieusement une telle reconversion ramène au point de départ de la guerre actuelle, autrement dit, reconduit le cercle vicieux. Le F.L.N., Hanoï se sont battus, se battent contre ce cercle vicieux, et avec quelles pertes ! Pourquoi céderaient-ils sur ce qui est leur raison d'être actuelle ?

L'arrêt des bombardements au Nord, l'offensive diplomatique actuelle traduisent-ils un début d'aperçu réaliste ? Personne ne paraît le penser, c'est pourquoi on ne peut pas s'attendre à une solution prochaine de la guerre vietnamienne. Dès lors, une autre question se pose, de plus en plus angoissante : comment va se poursuivre la guerre ? Car s'il est vrai que le peuple vietnamien, au Nord comme au Sud, présente un degré d'organisation et de détermination autrement plus élevé que dans maints autres pays du tiers monde, il est non moins vrai que la puissance de la première nation du monde est considérable. D'où le test capital que constitue cette guerre.

L'escalade de la guerre

A ce niveau, beaucoup de points d'interrogation sont possibles et nous ne saurions ici que soumettre les nôtres. Diplomatiquement, plusieurs faits peuvent être retenus. Et en premier lieu, la tentative de solution au conflit indo-pakistanaï. Les chances en sont limitées, bien que Moscou y tienne vraisemblablement beaucoup. En tout cas, un bon résultat à Tachkent pourrait amorcer une contre-escalade, celle d'un premier succès de négociation en Asie. En outre, le voyage de Chelepine à Hanoï aboutira sans doute à une prise d'influence de plus en plus grande de l'U.R.S.S. dans le conflit à laquelle Washington ne peut rester insensible. Cette démarche soviétique peut aussi se traduire par une meilleur cohésion du « camp socialiste » avec ou sans la Chine ; quelle que soit la forme de cette meilleure cohésion, elle pourrait être bénéfique sur le plan des solutions. D'un autre côté, faut-il compter sur un certain isolement des U.S.A. dans le camp « atlantique » ? Cela n'est pas impossible à la lumière de la dernière conférence de l'O.T.A.N. Enfin, l'opposition à la guerre aux Etats-Unis même doit nécessairement ou se durcir ou plus ou moins s'effondrer.

Contre tous ces efforts, il reste vrai que les U.S.A. peuvent forcer la guerre et la conduire à des échelons catastrophiques de l'escalade. Qu'est-ce qui fera plier Washington vers la seule solution possible ? La « défaite » stratégique américaine est certaine, elle date de 1954, sinon d'avant. Mais quel prix faudra-t-il payer pour que Washington reconnaisse cette évidence et la traduise en une nouvelle politique cohérente en Asie ? C'est toute la question. Une chose est bien certaine, en tout cas, seule une contre-escalade aussi puissante que diverse peut peser dans la balance. Il nous appartient, à nous, en France, aussi modestement soit-il, d'y participer. Rien ne serait plus inadmissible que notre silence. Il faut le rompre d'abord par une vaste campagne d'explications qui fasse apparaître les données de base du conflit, sans lesquelles une opinion peut parfaitement se laisser prendre au piège d'un grand spectacle diplomatique qui a les apparences de la bonne volonté, mais seulement les apparences.

Claude Glayman

SYNDICATS

La relance de l'action revendicative

Il est généralement admis que le plan de stabilisation et plus généralement la politique économique et sociale du pouvoir sont à l'origine du semi-échec rencontré par de Gaulle au cours de l'élection présidentielle. Le mécontentement social a joué un plus grand rôle que les questions de politique étrangère, l'Europe par exemple — et si une partie du patronat, hostile au contrôle des prix instauré à la faveur du plan de stabilisation, a voulu donner une leçon au général-président, elle n'en a pas moins reflué vers ce dernier au second tour (comme une partie des agriculteurs qui avaient voté Lecanuet au premier tour).

Par contre, les syndicats ouvriers, qui se heurtaient à l'intransigeance du patronat et du gouvernement en

sifs dans la politique économique et sociale ».

A la C.F.D.T., où l'on avait demandé de voter pour les candidats de l'opposition et pratiquement au second tour pour Mitterrand, on se montre également satisfait, mais on demeure préoccupé par le problème de la liaison entre le politique et le syndical.

Albert Detraz, secrétaire fédéral, le soulignait bien en déclarant, dans sa réponse à l'enquête de *France-Forum* déjà citée, qu'« il n'a pas été trouvé, jusqu'ici, un système satisfaisant de liaison entre le syndicalisme et les partis politiques de gauche en dehors, ou de la subordination du syndicalisme à un parti, ou d'un apolitisme qui cache en fait une acceptation implicite du régime économique ». Et

jusqu'ici. Le congrès de la C.F.D.T. avait enregistré un relatif échec de ses propositions pour des mouvements revendicatifs coordonnés et généralisés. Il n'y a plus de bataille importante dans le secteur public depuis les grèves de la fin 1964 et du début 1965 et, dans le secteur privé, depuis le conflit Peugeot. Il est devenu urgent de préparer une relance en coopération avec les autres syndicats, surtout si l'analyse faite par Albert Detraz est exacte : « Dans la période actuelle, nous sentons une tendance vers des actions corporatives beaucoup plus que vers des actions du type 11 décembre 1964 ou 28 janvier 1965. »

Sans doute les dirigeants de la C.F.D.T. préféreraient-ils s'entendre au préalable avec Force Ouvrière avant de se retourner vers la C.G.T., mais ils n'ont pas le choix car F.O. persiste à refuser tout contact avec la C.G.T. au plan confédéral.

De son côté, la C.G.T. souhaiterait ne pas limiter ses contacts à la C.F.D.T.; c'est ainsi qu'elle a pris l'initiative d'une rencontre avec la F.E.N. et qu'elle ne cesse d'inviter F.O. à la discussion. Les liens de celle-ci avec la S.F.I.O. revêtent une particulière importance aux yeux des dirigeants de la rue La Fayette qui préconisent « l'union des organisations démocratiques pour un programme commun d'action ».

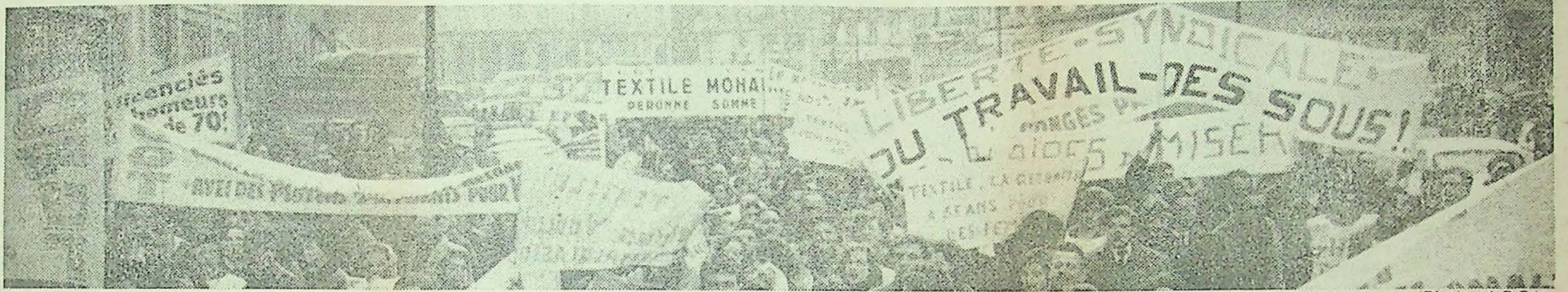
Pour l'heure, c'est avec la C.F.D.T. que des conversations ont eu lieu,

la réduction de la durée du travail et le droit syndical ». De son côté, F.O. met l'accent sur l'indemnisation complémentaire du travail partiel et la C.G.T. estime, pour sa part, que cette indemnisation devrait être assurée par les Assedic (caisses de chômage complémentaire).

D'un point de vue offensif, une relative reprise économique favorisera-t-elle l'action revendicative ? Cela dépendra, à coup sûr, des branches, car la sidérurgie et la construction navale, notamment, demeurent en crise. A noter que dans le textile — autre branche en difficulté — un accord vient d'intervenir pour l'augmentation des salaires entre le patronat et l'ensemble des organisations syndicales (ce qui n'était pas le cas dans le passé).

Dans le secteur public, les syndicats se heurtent au mur des 4 % par an pour l'ensemble des fonctionnaires et agents des entreprises nationalisées (de modestes « glissements » catégoriels étant seulement admis en surplus). Cette position sera-t-elle assouplie à la faveur des hausses de tarif qui sont, de toute manière, attendues ?

En tout cas, les syndicats ne veulent plus, selon les déclarations de la commission administrative de la C.G.T., « de ces procédures qui visent à tromper l'opinion publique sur le caractère des décisions prises, à lui faire accroire qu'elles résultent de libres discussions avec les syndicats,



(Photo A.D.P.)

ce qui concerne leurs revendications, ont accueilli avec satisfaction les résultats de la consultation des 5 et 19 décembre. Le réveil populaire qui s'est manifesté à cette occasion devrait favoriser un déblocage de l'action revendicative, d'autant plus qu'on peut estimer que le pouvoir — pressé par l'échéance électorale de 1967 — se montrera plus conciliant que par le passé. Encore ne faut-il pas se faire trop d'illusions à ce sujet : la politique de stabilisation — tardivement critiquée par les « gaullistes de gauche » — ne sera pas modifiée dans son principe et le poids des dépenses improductives continuera à se faire sentir sur l'économie.

Il reste aussi que les syndicats, comme les partis d'opposition, ne peuvent manquer de s'interroger sur les débouchés politiques offerts par la crise du gaullisme.

Syndicalisme et politique

En réponse à une récente enquête de *France-Forum* — la revue du M.R.P. — sur « le syndicalisme dans la société française », André Barjonnet, conseiller économique de la C.G.T., insistait sur la nécessité d'éviter toute confusion entre le rôle d'un parti politique et celui d'un syndicat : « Je me demande si on n'a pas assisté très curieusement, au cours de ces dernières années, à une conjonction (purement accidentelle, purement fortuite, évidemment), mais très curieuse entre, d'une part, une propagande gouvernementale qui célébrait les mérites des syndicats pour mieux écraser les partis politiques et, d'autre part, une erreur de certains syndicalistes qui, croyant retourner aux sources et se débarrasser (avec raison d'ailleurs) d'une certaine conception fautive du syndicat comme « courroie de transmission » des partis politiques, voulaient, en quelque sorte, faire du syndicat lui-même un parti politique. Une telle éventualité serait extrêmement dangereuse parce que nous assisterions alors à une nouvelle attaque du pouvoir qui, cette fois, serait orientée directement contre les syndicats... »

On pourrait faire observer que cette position de principe n'a pas empêché la C.G.T. d'être en flèche au moment de l'élection présidentielle puisqu'elle fut la seule centrale à appeler formellement à voter pour François Mitterrand. Et même si elle ne fut pas suivie par tous ses adhérents, sa commission administrative a considéré que « le second tour de l'élection présidentielle est un encouragement à la poursuite de l'action systématique et persévérante de la C.G.T. pour amener des changements déci-

le leader C.F.D.T. d'ajouter : « La vie moderne condamne le syndicalisme à de multiples interventions au plan politique, d'où la nécessité de rechercher une formule française de solution aux rapports entre le syndicalisme et la politique. L'avenir de la gauche en France passe par une réponse positive à cette question. »

Mais l'échec de l'expérience Defferre — encore accentué par les résultats de l'élection présidentielle et ses conséquences — conduit la C.F.D.T. à observer une grande prudence en ce qui concerne les tentatives actuelles de regroupement politique. C'est ce qui résulte du compte rendu du Conseil fédéral, réuni entre les deux tours de l'élection présidentielle, tel qu'il est publié dans *Syndicalisme* : « Le Conseil confédéral a, une nouvelle fois, considéré que nous avions à observer de très près les initiatives politiques susceptibles d'apparaître après le deuxième tour et à faire connaître à chaque occasion utile notre pensée et nos objectifs, mais qu'il ne saurait être question d'être « partie prenante » dans les efforts tendant à créer de nouvelles structures des forces politiques. »

Cette prudence se retrouve de manière plus marquée dans la déclaration du Bureau confédéral de F.O., faite au lendemain du deuxième tour, dans laquelle on se félicite pourtant des résultats : « Une fraction importante de l'opinion a manifesté sa volonté de voir profondément modifiées, certes, la politique économique et sociale et les orientations européennes, mais aussi les méthodes qui ont été appliquées jusqu'ici rendant impossible toute véritable négociation. » Toutefois les dirigeants de Force Ouvrière s'inquiétaient du fait que la candidature Mitterrand favorisât une unité d'action à laquelle ils demeurent opposés. Aussi n'est-on pas étonné de lire à la fin du communiqué que « F.O. demeurera ce qu'elle a toujours été : ni soumise ni opposante systématique ».

En bref, on peut dire que les centrales syndicales, conscientes de la dialectique du politique et de l'économique dans la société néo-capitaliste, n'ont pas résolu le problème de leur coopération avec les forces politiques de gauche. Dans les semaines à venir, leurs efforts vont tendre à mettre à profit le climat créé par l'élection présidentielle pour relancer l'action revendicative.

Action commune C.G.T.-C.F.D.T.

Toutefois, dès avant l'élection présidentielle, un fait important était intervenu : la C.F.D.T. acceptait l'action commune avec la C.G.T. au plan confédéral, ce qu'elle avait refusé

c'est avec elle qu'il faut relancer l'action (F.O. se réservant la possibilité d'y participer au niveau des fédérations d'industrie). La situation est d'ailleurs différente à cet égard dans le secteur public et dans le secteur privé.

En effet, des conversations sont en cours entre le C.N.P.F., d'une part, F.O. et la C.F.D.T., d'autre part. La C.G.T., malgré ses protestations, a, jusqu'ici, été tenue à l'écart. Un accord a été conclu récemment portant à 4 % le taux des cotisations pour le calcul des retraites complémentaires, ce qui concerne des millions de salariés qui verront améliorer leur retraite (toutefois un certain nombre d'entreprises marginales n'appliqueront pas l'accord). A la demande de la C.F.D.T., le C.N.P.F. a demandé la signature de la C.G.T., mais celle-ci a refusé, arguant qu'elle n'avait pas participé aux discussions.

Selon Laurent Lucas, secrétaire confédéral, « la C.F.D.T. exigera que des discussions sérieuses s'engagent sur des points fondamentaux comme

alors que le gouvernement ne tient aucun compte des revendications et propositions présentées » (ce qui vise expressément la procédure Toutée et les consultations opérées dans le cadre de la préparation du V^e Plan).

D'une façon générale, la C.G.T. entend opposer aux impératifs économiques et financiers découlant du V^e Plan un programme de revendications. En ce qui les concerne, la C.F.D.T. et F.O. insistent sur la nécessité d'améliorer en priorité le sort des plus défavorisés : personnes âgées, smigards, travailleurs chargés de famille.

Cependant la revendication pure ne peut suffire ; elle doit déboucher sur l'exigence de réforme de structure permettant de les satisfaire et fournissant une base solide à la seule opposition véritable, celle qui doit associer les syndicats et les partis de gauche.

A cette condition, la relance des luttes revendicatives qui s'annonce peut être fructueuse.

Maurice Combes.

STATISTIQUES

Inégalité devant la mort

Une récente enquête de l'I.N.S.E.E. vient de confirmer ce que tout un chacun savait plus ou moins : les hommes ne sont pas égaux devant la mort ; on a d'autant plus de chances de mourir jeune qu'on occupe une place plus basse dans l'échelle sociale.

On peut naturellement constater le classement en cinq catégories « socio-professionnelles » auxquelles a procédé l'Institut national de la statistique qui a travaillé sur un « échantillon » de 500.000 décès.

Catégorie la plus favorisée : instituteurs, professions libérales, cadres supérieurs. Pour ceux-là, le quotient de mortalité passe de 1 à 11 pour 1.000 à trente-cinq ans, à 35,5 à soixante-dix ans. Dans cette catégorie, le nombre des heureux survivants à 70 ans varie de 732 (instituteurs) à 719 (cadres supérieurs et professions libérales).

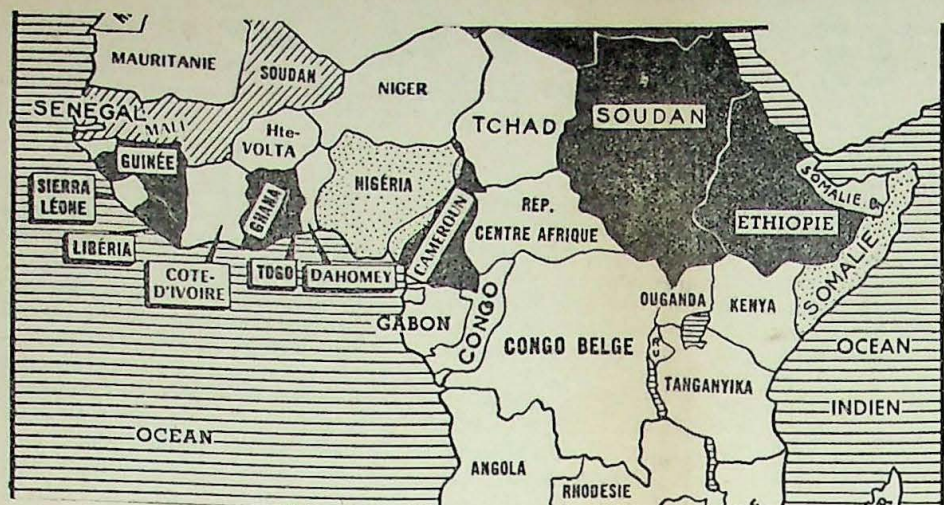
Ne sont pas mal partagés non plus les membres du clergé, les techniciens, les cadres moyens du secteur public : le quotient varie pour eux de 1,5 (35 ans) à 46,2 (70 ans). Nombre de survivants à cet âge : 692 à 664.

Sont encore au-dessus de la moyenne pour la longévité les cadres moyens du secteur privé, les contre-maîtres et ouvriers qualifiés du secteur public, les agriculteurs, les employés de bureau, les patrons de l'industrie et du commerce ; quotient de mortalité allant de 1,5 (à 35 ans), à 46,2 (70 ans). Nombre de survivants à 70 ans :

En effet, la moyenne s'établit pour la France entière à 2,6 décès pour 1.000 personnes à 35 ans et à 48,8 pour les personnes de 70 ans. Le nombre des survivants à cet âge est de 586.

Sont à peu près dans la moyenne : les contre-maîtres et ouvriers qualifiés du secteur privé, les ouvriers spécialisés, les salariés agricoles avec un quotient de mortalité variant de 2,1 (à 35 ans) à 53,7 à 70 ans, le nombre des survivants étant alors de 585 à 586.

Par contre les manœuvres tombent au-dessous de la moyenne nationale : pour eux, le quotient de mortalité s'élève de 3,5 (à 35 ans) à 62,1 (à 70 ans) et il n'y a plus à cet âge que 498 survivants.



AFRIQUE

A l'heure militaire

En l'espace de deux mois, quatre Etats du centre et de l'Ouest africain viennent de passer sous la coupe des militaires : le Congo-Léo, le Dahomey, la République Centrafricaine, la Haute-Volta. Ce genre d'événement n'a plus rien d'exceptionnel en Afrique. Dans le courant de l'été dernier, un militaire accédait au pouvoir à Alger et il n'est pas certain que dans le courant des prochains mois l'armée soudanaise ne reprenne pas également la direction d'un gouvernement qu'elle a dû abandonner aux civils au début de 1965. La tradition instaurée en 1952 sur le continent africain par le colonel Nasser ne tend nullement à déperir : ce sont les régimes civils qui vont bientôt présenter l'allure de régimes « d'exception ».

Rien de commun avec le militarisme européen

Une première remarque s'impose : toute tentative d'assimilation des régimes militaires africains aux régi-

tribalisme et au sous-développement et soumis aux pressions de familles nombreuses et dévorantes les incitant à détourner les fonds publics au profit des neveux et des cousins. Un jeune camarade, qui vient de passer deux ans comme instituteur dans un pays de l'ancienne A.O.F., me faisait remarquer à ce propos : « Là-bas, la famille se fonde sur une tradition millénaire, l'Etat sur quelques années seulement d'expérience difficile. »

Par ailleurs, tous ces Etats, qui n'arrivaient pas à se constituer, connaissaient des difficultés économiques dues à l'écart entre le prix, à peu près invariable, des matières premières extraites dans le tiers monde et le prix, sans cesse ascendant, des objets manufacturés produits et vendus par les pays hautement développés. On sait que ce phénomène vaut actuellement aux pays nantis de devenir de plus en plus riches et aux pays sous-développés de devenir de plus en plus pauvres.

que pas d'Etat du tout, qu'il vaut mieux risquer de mourir occasionnellement sous les coups d'un caporal ivre que de risquer en permanence de mourir de faim parce que l'économie, les transports, le développement de l'agriculture sont soumis aux fantaisies de potentats locaux et de leurs familles abusives.

La droite comme la gauche soumise aux officiers

Une seconde remarque s'impose ensuite : le caractère militaire des régimes qui se sont implantés et continuent à s'implanter en Afrique ne préjuge en rien de leur couleur politique. A Alger et au Caire, le pouvoir demeure autoritairement orienté vers le socialisme. Au Congo-Léopoldville, au Dahomey, en République Centrafricaine, en Haute-Volta on ne sait pas encore d'une façon certaine comment évolueront les gouvernements militaires récemment installés. Sur le plan de la politique étrangère, ils semblent échapper de plus en plus à l'influence du général de Gaulle pour passer sous celle du président Johnson et véhémentement s'opposer à la pénétration chinoise en Afrique (cuisante baisse de prestige pour la V^e République française). Cela ne veut pas dire que ces quatre Etats, sur le plan intérieur, ont opté durablement pour le libéralisme économique dont l'Amérique est le champion (1).

Des pronunciamientos à la chaîne

Hier, le Congo-Léo, le Dahomey ; aujourd'hui, la République Centrafricaine suivie de près par la Haute-Volta sont le théâtre de coups d'Etat militaires. Durant la nuit de la Saint-Sylvestre, le colonel Bakossa, qui « abolissait la bourgeoisie », prenait le pouvoir à Bangui, éliminant dans un calme apparent le président D. Dacko. Il semble bien qu'ici comme ce sera le cas à Ouagadougou, ce sont des mesures de restriction budgétaire à l'encontre des fonctionnaires qui ont déclenché un profond mouvement de mécontentement. Les syndicats protestent, dénoncent dans les dirigeants du pays les principaux privilégiés, l'ordre est menacé, les partis uniques (à Bangui, le « Mouvement pour l'Evolution Sociale de l'Afrique ») n'ont guère d'assises solides, dès lors il ne reste plus à l'armée qu'à intervenir. Il ne s'agit pas de rétablir l'Etat mais pratiquement de l'instituer.

Depuis la mort, en 1959, de Boganda, D. Dacko présidait pratiquement sans opposition aux destinées du pays ; aucun grave conflit d'ordre ethnique ne menaçait l'équilibre national comme cela risquait de se produire au Tchad. Il reste que là, comme ailleurs, les inégalités sociales étaient criantes, à côté de petites couches privilégiées dans les villes, la masse des paysans vit dans une profonde misère malgré une certaine augmentation des productions agricoles. Mais cette majorité de paysans n'est pas organisée et ce n'est pas elle qui met en péril les gouvernements et les régimes. Ce sont précisément les « privilégiés » des villes qui s'élèvent contre toute tentative d'austérité à leur encontre. A Ouagadougou, en Haute-Volta, les manifestations visent à s'opposer à une réduction de 20 p. 100 du traitement des fonctionnaires décidée par le président Yameogo.

Est-ce à dire que les présidents tombent à cause de leurs velléités égalitaires ? Est-ce à dire que les militaires n'appliquent pas les mêmes mesures une fois le pouvoir mieux tenu en main ? A ces interrogations, on ne peut répondre que par d'autres interrogations ; seuls quelques points d'évolution se dessinent pour l'instant. Les nouveaux dirigeants militaires paraissent vouloir mettre fin aux relations telles qu'elles étaient établies avec la Chine de Pékin. Faut-il voir là l'intervention indirecte des U.S.A., ce serait d'autant plus vraisemblable qu'ainsi Washington prendrait pied dans ce qui était jusqu'ici considéré comme « chasses gardées » de la France ! D'autre part, comme le mentionnait une analyse récente de Jean Ziegler, la situation de ces pays évolue insensiblement vers des dictatures non seulement de fait mais de droit. Les assemblées sont dissou-

Des pions sur l'échiquier de la guerre froide

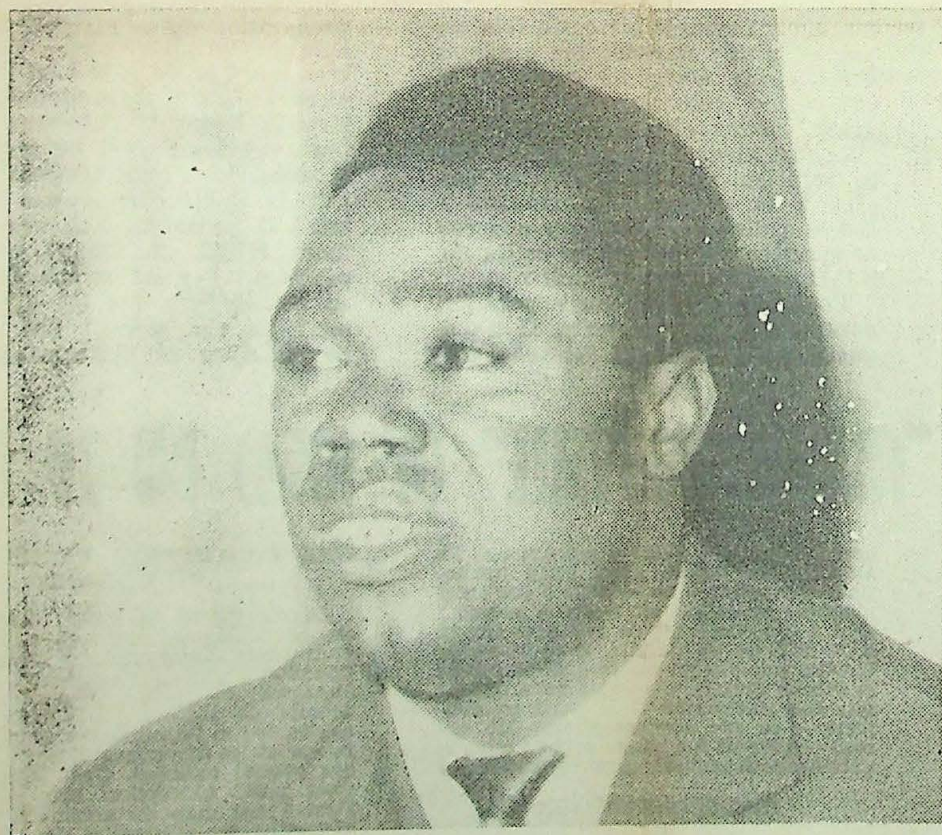
Il s'avère que, de plus en plus, Washington et Pékin se servent de nombre d'Etats du tiers monde comme des pions qu'ils jouent sur le grand échiquier de leur guerre froide sans trop prendre le temps de se préoccuper des options idéologiques de ces partenaires d'occasion. En particulier, quand ces Etats (comme c'est le cas de la plupart de ceux d'Afrique au nord de l'équateur) ne présentent pas toujours un intérêt économique de première importance, mais surtout un intérêt stratégique. En Afrique australe, réservoir de matières premières, la situation est quelque peu différente.

Comme au temps de l'esclavage, l'Afrique demeure un continent disponible que les grandes puissances mondiales utilisent à leur fins particulières.

Ce n'est pas le moindre scandale de notre époque.

Jacques Vivien.

(1) Jean Ziegler révèle dans *Le Monde* du 1^{er} janvier qu'il a existé entre le colonel Mulumba, aujourd'hui Premier ministre du Congo-Léo, et le chef rebelle Gbenye de mystérieuses et bien curieuses relations au moment des événements de Stanleyville.



(Photo A.F.P.)

David Dacko (République Centrafricaine) : Renversé par sa famille.

mes militaires européens ne peut aboutir qu'à des jugements politiques erronés.

En Europe, les régimes militaires sont installés dans des Etats déjà solidement structurés et d'existence fort ancienne. Ils sont arrivés au pouvoir à la faveur de la complicité de bourgeoisies déclinantes qui n'arrivaient plus à s'imposer par le truchement de la démocratie parlementaire.

En Afrique, les régimes militaires ont pris la place d'Etats jeunes, inexpérimentés et qui n'étaient pas encore à fonctionner véritablement. Les principaux dirigeants des pouvoirs civils étaient parfois des hommes sincèrement épris de l'idéologie démocratique apprise en Europe. Mais souvent ils n'ont réussi à grouper autour d'eux que des « évolués » coupés du reste du pays en proie au

L'armée : un Etat au rabais

Dans ces conditions, l'armée, en Afrique, se révèle comme la structure la plus apte à fonctionner efficacement dans ces pays actuellement victimes de l'anarchie administrative. En premier lieu, parce que les militaires, bien souvent, sont moins coupés du reste de la population que les évolués civils ; les soldats sont, pour la plupart, des paysans pauvres, attirés par l'appât de la solde et par l'assurance de manger tous les jours. En second lieu, parce que dans l'armée on ignore les palabres, on exécute les ordres.

Sans doute, ces pouvoirs militaires sont-ils appelés à fournir à l'Afrique des Etats autoritaires faisant bon marché de la liberté de l'individu. Mais beaucoup d'Africains pensent qu'il vaut mieux un Etat au rabais



(Photo A.F.P.)

Maurice Yameogo (Haute-Volta) : « Je suis le premier à me réjouir. »

ractérisent ces pays. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur le rôle des syndicats urbains ; leur rôle est-il purement corporatif comme l'affirment certains, auquel cas ils ne feraient qu'exprimer les aspirations socio-économiques de nouvelles classes en voie de formation ? Ou bien ces syndicats auront-ils un certain poids politique dans l'orientation de la gestion nationale, auquel cas tout dépend de leurs rapports avec les militaires ?

C. G.

LE SOCIALISME AUX ORTIES ?

LA direction du Parti communiste a cru devoir, dans un long article de « France Nouvelle », se livrer contre le P.S.U. à une attaque d'une rare violence. François de Lescura, chargé de tenir la plume, manie la grogne et l'injure ; en même temps, avec franchise — ou avec naïveté — il apporte des précisions intéressantes sur les nouvelles options du P.C.F. C'est pourquoi nous soumettons aux lecteurs de « T.S. » l'intégralité du document communiste ; ils pourront ainsi juger sur pièces.

Il faut une bien singulière mauvaise foi pour extraire une phrase de l'éditorial d'Harris Puisais, l'isoler de son contexte et accuser ensuite son auteur de ne pas souffler mot du succès du candidat de la Gauche. Naturellement, on ne cite pas la fin du paragraphe où Puisais écrit : « Penju des élections législatives de 1967 sera la chute du gaullisme, envisagée cette fois avec de très grandes chances de succès ». Bien sûr, on ne fait aucune allusion à la déclaration de Depreux, reproduite juste en dessous : « Le régime a subi un grave échec... ». Bien entendu, on passe sous silence l'article de Puisais du 11 décembre, tout entier consacré à la progression de la Gauche au premier tour. Ne sent-on pas combien de pareilles méthodes rappellent de fâcheux souvenirs ?

On veut dresser un bilan, situer les responsabilités ? Fort bien, mais alors il n'est pas bon d'engager le débat sur des données volontairement tronquées :

1°) Lorsque Lescura écrit que François Mitterrand a réuni 200.000 voix de plus que l'ensemble des partis qui le soutenaient, en 1962, il omet tout simplement de signaler qu'il fallait alors compter 18 millions de suffrages exprimés et en 1965, 23 millions 500.000, c'est-à-dire que la différence est de plus de 5 millions.

2°) Lorsque Lescura écrit : « Nous, communistes, qui avons apporté à la candidature de François Mitterrand le soutien actif et le poids de la totalité de nos suffrages », il prend encore de grandes libertés

avec la vérité. Mitterrand, candidat unique de la Gauche, obtient par exemple à Ivry 57,8 % des voix au premier tour, contre 62 aux communistes seuls en 1962 ; à Saint-Denis, 53,3 % contre 60,7 au seul P.C. en 1962 ; à Saint-Ouen, 52,6 % contre 65,4 aux communistes en 1962. Qu'est-ce à dire sinon qu'une fraction notable de l'électorat de gauche, et tout particulièrement de l'électorat communiste, a encore voté pour de Gaulle cette fois-ci ? Qui ne sait au surplus combien la certitude qu'il en serait ainsi a pesé lourd dans la détermination du P.C. de ne pas présenter son propre candidat, précisément pour masquer la perte de voix qu'il était certain d'enregistrer par rapport à une élection municipale ou législative ?

3°) Lorsque « l'Humanité », analysant les résultats du second tour porte au crédit de la Gauche toutes les voix obtenues par François Mitterrand, notamment dans les départements du Midi, sans dire un seul mot du report massif des voix de Tixier-Vignancour, elle se moque de ses lecteurs, mais elle n'en abuse aucun.

La montée de la Gauche au cours des élections présidentielles est un fait incontestable, qui a dépassé tous les pronostics. Il est vrai que nous n'avons pas été assez optimistes. Nous seuls ? Il est non moins vrai que ce premier succès n'est qu'une étape et qu'il faut maintenant préparer la victoire. On ne le fera pas en masquant les insuffisances actuelles, mais en les connaissant pour les corriger. Dans le même numéro de « France Nouvelle », Henry Bordage demande : « La Gauche n'est plus majoritaire... mais l'était-elle en 1936 avant le triomphe du Front Populaire ? » En tout cas, elle ne l'est pas en 1965, après la réélection du général de Gaulle. Bordage dit : « La Gauche est majoritaire quand elle est unie, minoritaire quand elle est divisée et qu'une partie d'entre elle fait alliance avec la droite. » Ceci encore est faux et il conviendrait d'écrire : « Aujourd'hui, la Gauche est très minoritaire quand elle est

divisée, elle l'est encore quand elle est unie, elle l'est même quand, comme au second tour, une partie de la droite fait alliance avec elle. » Il faudrait surtout ne pas baptiser un « véritable rassemblement », ce qui n'était qu'une résurgence du « Contrat des Non ».

Si bien que le problème essentiel que nous devons résoudre, et ceci d'ici 1967, c'est bien de déterminer avec quelle stratégie et sur quelles bases programmatiques, nous pouvons espérer gagner durablement à la coalition de gauche les quelque 15 % d'électeurs qui lui manquent pour qu'elle puisse devenir majoritaire et force de gouvernement. Gaston Defferre pense que pour répondre à cette question, il faut déplacer la coalition de gauche, largement vers le centre, voire vers la droite. Nous pensons quant à nous que, sans rien renier du programme de la Gauche, il est possible d'amener sur nos positions des forces encore indécises, voire encore fidèles au gaullisme. Ce sont là deux solutions opposées ; ce qui n'est pas possible c'est de dire que le problème ne se pose pas.

**

François (de) Lescura reproche à notre Conseil national d'avoir mis en cause « la fausse stratégie unitaire de la direction du Parti communiste ». Qu'il s'étonne de voir ce texte adopté « seulement » par 300 voix sur 554, prouve qu'il garde une secrète préférence pour la méthode des 99,9 %. Il est vrai que nous jugeons néfaste au développement de la Gauche le rôle de mal-aimé dans lequel se cantonne le P.C. à l'égard de la S.F.I.O., mais parce que tout le monde constate que cette stratégie entraîne régulièrement la direction communiste à s'aligner sur les positions de la social-démocratie. Mais Lescura fait cette fois un pas de plus ; il tance les orateurs P.S.U. pour avoir, au cours de la campagne, constamment mis en avant « leur » alternative socialiste. Comment « leur » ? Est-ce à dire que la solution socialiste n'appartient plus à la stratégie communiste ? Est-ce à dire que vous avez mis vos perspectives au niveau de celles du S.P.D. de M. Willy Brandt ?

Pour en avoir le cœur net, j'ai donc relu « vos » auteurs. Il n'y a aucun doute : Lescura donne ici une

opinion personnelle et il est en désaccord avec son secrétaire général. Écoutons en effet Waldeck Rochet (rapport au XVIII^e Congrès) : « La lutte pour la démocratie est partie intégrante du combat de la classe ouvrière pour le socialisme... De telles réformes démocratiques (qui dépassent le cadre des revendications ordinaires)... ne sont pas encore le socialisme, mais leur réalisation peut créer des conditions favorables à l'extension de la lutte pour la révolution socialiste. »

Pour nous, l'établissement d'une démocratie véritable postule l'évolution de notre pays — et de toute l'Europe occidentale — vers le socialisme. Nous croyons que l'aspiration socialiste s'est profondément élargie, qu'elle fait le fond des multiples mouvements économiques et sociaux par lesquels les travailleurs de toute catégorie — ouvriers, techniciens, cadres, paysans, intellectuels — tentent de conquérir le pouvoir économique. Nous pensons que la reconquête des libertés politiques est aujourd'hui inséparable de la conquête de la démocratie économique. Bref, notre désaccord avec la direction du P.C. porte sur une question de priorité. Lescura, lui, va plus loin, il condamne, et par deux fois, toute perspective socialiste.

Et qu'on ne vienne pas me dire qu'il s'agit d'un débat d'école. Nous sommes en plein au centre du sujet, le programme de la Gauche. Prenons l'exemple des nationalisations. Au XVII^e Congrès, Waldeck Rochet s'écrie : « Renoncer à la nationalisation des grands monopoles capitalistes qui dominent l'État lui-même, n'est-ce pas se résigner à l'avance à gouverner pour le compte du grand capital — comme le fait de Gaulle — ou s'exposer à être renversé par le mur d'argent, c'est-à-dire renoncer de toute façon à l'établissement d'une démocratie véritable ? ». Je sais bien qu'il vise alors Defferre, mais quand à la télévision François Mitterrand, à son tour, proclame qu'il ne croit pas à la nécessité des nationalisations, que fait le Parti communiste ? Il se tait ; il traite de diviseurs les orateurs P.S.U. qui disent qu'il y a un problème. Peut-on mieux démontrer ce qu'implique un tel opportunisme ? Le changement des objectifs en fonction de l'interlocuteur. La

VOICI, in extenso, L'ARTICLE PARU DANS "FRANCE NOUVELLE" (N° 1054) DU 29 DÉC.

Points sur les « i »

Après certains commentaires sur l'élection présidentielle, il est des faits qu'il faut fermement rappeler.

A relire avec un peu de recul l'ensemble des commentaires qui ont accueilli dans la presse française et étrangère les résultats de l'élection présidentielle, on est frappé par le fait qu'il est peu de journaux qui ne soulignent et la médiocrité du succès gaulliste, et la force du courant démocratique.

Il est pourtant un journal de gauche qui semble faire grise mine à ce succès incontestable des forces démocratiques : à lire l'éditorial de Harris Puisais dans le numéro du 25 décembre de *Tribune Socialiste*, hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié, il faudrait constater que « les résultats du second tour donnent une image du corps électoral plus confuse qu'elle n'était apparue au premier tour ».

Mais on n'y trouve pas un mot pour se réjouir du succès du candidat unique

des forces démocratiques obtenu au premier chef par le vote en sa faveur, et, dès le premier tour, des électrices et électeurs qui répondaient ainsi à l'appel des partis de gauche qui soutenaient la candidature de François Mitterrand. On n'y trouve pas un mot pour souligner cette remontée démocratique dont un des aspects intéressants est que dans de très nombreuses localités François Mitterrand dépasse le nombre total des voix obtenues par les partis de gauche en novembre 1962.

Les démocrates sincères, qui sont heureux de voir aujourd'hui le régime gaulliste ébranlé et gravement affaibli grâce à l'accord réalisé par le parti communiste, le parti socialiste et les autres partis et formations démocratiques sur un même candidat et sur un certain nombre d'options politiques, le regretteront. Mais s'en étonneront-ils s'ils réfléchissent quelque peu à l'attitude du P.S.U. depuis l'annonce de la candidature de François Mitterrand en septembre dernier ?

Qu'on se rappelle en effet le commentaire de « Tribune Socialiste » au lendemain de la première conférence de presse de Mitterrand, écrivant notamment, sous la plume de Depreux (signant modestement T.S.) : « Ses sept options se placent exclusivement sous le signe de la banalité et de l'indigence... Toutes les propositions sont médiocres, sans envergure et sans réalisme. » Pour Depreux, l'« habileté » de Mitterrand consiste « à rallier la direction du parti communiste... qui tout en réclamant une discussion sur le programme... se moque en réalité du contenu de la plate-forme... ce qu'elle souhaite

avant tout, c'est d'être « reconnue ». Et Depreux de lancer alors cette prédiction solennelle : « Le résultat d'une aussi médiocre opération est facile à prévoir : de 5 à 6 millions 1/2 de suffrages sur 22 à 24 millions de votants, le pourcentage le plus bas obtenu par la gauche depuis le Second Empire. C'est vers cette défaite que l'on s'achemine si le parti communiste — ce que nous ne savons pas encore — consent à « passer sous la table », c'est-à-dire à soutenir sans négociation. »

IRRESPONSABILITE

Singulier donneur de leçons, en vérité, qui prétendait commenter, et en quels termes, la position de notre parti sur l'élection présidentielle avant même que son comité central ait pris sa décision circonstanciée !

Une fois de plus il s'agissait bien là d'une prise de position tout à fait dans la ligne du comportement bien souvent outrancier du P.S.U. depuis sa création et qui consiste à toujours vouloir manifester force réticences chaque fois que communistes, socialistes et autres républicains se mettent d'accord pour une action commune sur des objectifs, certes parfois restreints, mais toujours importants pour la cause de la démocratie, du progrès social et de la paix, sous le prétexte plein d'irresponsabilité que cet accord n'est pas suffisant, qu'il faut aller plus loin, plus vite et tout de suite « dépasser les vieilles habitudes, alibis des états-majors », et — avec lui, le P.S.U. — marcher d'emblée vers « l'alternative socialiste ».

Devant l'ampleur du soutien apporté à la candidature Mitterrand, notamment par le parti communiste et le parti socialiste, le P.S.U. dut s'y rallier aussi. Mais que de réticences et que de leçons distribuées encore à tous dans la résolution adoptée (par seulement 300 voix sur 554) lors de son conseil national !

UNE CONCEPTION PARTICULIERE DE L'UNION

La campagne du P.S.U. s'en est évidemment souvent ressentie. « Sans s'aligner sur la fausse stratégie unitaire de la direction du parti communiste, le P.S.U. engagera sa propre campagne sur les thèmes de l'alternative socialiste, et il saisira toutes les occasions pour les populariser et les développer », avait proclamé son conseil national. C'est effectivement avec cette conception bien à eux de l'union que dans de nombreux meetings communs, en particulier dans la région parisienne, les orateurs du P.S.U., devant des auditoires qu'ils n'auraient certainement pas pu rassembler à leur appel solitaire, se sont empressés de critiquer le comportement de leurs alliés — notamment les communistes — et de parler davantage de leur « alternative socialiste » que de la candidature d'union démocratique de François Mitterrand.

Sur la même lancée, ils ont apprécié avec beaucoup de réticences les résultats du premier tour des présidentielles, sous-estimant lourdement le succès de la gauche et prétendant, en ce qui concerne la Seine, qu'« une perte sensible peut être constatée dans les grands fiefs de la banlieue rouge ». Nulle part il n'est question, dans les commentaires et résultats publiés le 11 décembre par l'organe du P.S.U., du fait que, dès le premier tour, François Mitterrand avait gagné en France métropolitaine plus de 200.000 voix par rapport aux suffrages obtenus lors des législatives de 1962 par l'ensemble des partis qui le soutenaient.

Pour en rester au premier tour (les résultats du deuxième sont encore plus affligeants pour l'argumentation de « Tribune Socialiste », et c'est sans doute pourquoi il s'abstient d'y faire allusion dans son dernier numéro), rappelons que pour l'ensemble des 80 communes de la banlieue parisienne, Mitterrand est arrivé

Le "molletisme" et les alliances

même démonstration pourrait être faite pour la politique étrangère, pour la Constitution de 1958, pour d'autres points du programme.

Voilà que Lescure nous reproche d'avoir écrit en septembre que les propositions de Mitterrand étaient « médiocres et sans envergure ». Elles l'étaient alors. Mais nous avons affirmé aussi que ces propositions s'étaient considérablement améliorées au cours de la campagne, sous des influences diverses. La seule chose que personne n'a jamais dite, c'est que le Parti communiste y ait été pour quelque chose, puisque d'avance, il les avait estimées satisfaisantes. Ce n'était pas d'ailleurs à ses yeux l'important, puisque l'essentiel restait pour lui l'« union sans exclusive », c'est-à-dire « sa » reconnaissance comme condition à la fois nécessaire et suffisante, pour qu'il accepte de cautionner tout le reste.

Camarades communistes, deux fois déjà en trente années, vous avez été au sein d'une coalition de gauche, l'élément conservateur, le frein parce que vous vouliez vous faire « reconnaître », parce que vous ne vouliez pas effrayer. Les deux fois des réformes importantes ont été obtenues, mais au bout de quelques mois, vous avez été expulsés et renvoyés pour des années à votre isolement. C'est ce qui arrive toujours à ceux qui acceptent de se placer dans la position d'une force d'appoint ; quand leur concours est devenu superflu, on s'en sépare. Aujourd'hui, vous recommencez la même erreur. En faisant ce choix, vous n'engagez pas que l'avenir de votre parti, ce qui ne regarderait que vous, mais vous hypothéquez tout l'avenir de la Gauche et du socialisme en France, précisément parce que vous êtes un grand parti et que vous avez dans ce domaine des responsabilités historiques.

Nous avons tort ? Alors, démontrez-le. Nous vous faisons une proposition précise : organisons ensemble une vaste confrontation publique, préparée en commun, sur le problème : « Face à de Gaulle, quelle est la solution, l'alternative démocratique ou l'alternative socialiste ? » Ensuite, publions dans votre presse comme dans la nôtre, le compte rendu complet des débats. Refuserez-vous ?

Marc Heurgon.

4 JANV. (Page 7)

en tête avec 40,62 % des suffrages contre 39,75 % à de Gaulle, battant ce dernier de 13.000 voix (dans ces mêmes communes de Gaulle avait obtenu 51,23 % des suffrages au référendum de 1962). Le candidat unique de la gauche était, dès le 5 décembre, en tête dans 37 communes où le pourcentage de ses voix variait entre 40 et 60 %. Dans 17 de ces localités, Mitterrand avait même la majorité absolue (toutes ces municipalités ont des maires communistes), y compris à Bobigny où la section du P.S.U. avait appelé à voter « blanc »...

TOUJOURS SUR LA MEME LANCEE !

Ce sont là des faits qui parlent, que ce soient les textes de dirigeants du P.S.U. ou les chiffres qui leur répondent.

On est en droit de s'inquiéter après cela des tergiversations de Puisais dans le dernier numéro de « Tribune Socialiste ». Il intitule cela : « Le combat reste le même ». Et il insiste : « Pour nous, il s'agit de préciser, d'expliquer et de faire accepter l'alternative socialiste au régime gaulliste ». Les donneurs de leçons semblent décidément ne rien avoir appris.

Pour nous, communistes, qui avons apporté à la candidature de François Mitterrand le soutien actif et le poids de la totalité de nos suffrages, nous continuerons à impulser et à élargir l'union nécessaire. Et, tout en dénonçant fermement toutes les tentatives pour la freiner, la faire dévier, ou pour désorienter les démocrates, nous invitons, ainsi que le déclarait le bureau politique de notre parti, au lendemain du deuxième tour, « tous les travailleurs, tous les démocrates, quelles que soient leurs opinions ou leurs croyances, à lutter hardiment et au coude à coude afin de préparer, après l'importante étape du 19 décembre, la victoire décisive et proche de la démocratie ».

François LESCURE.

La crise qui couve à la S.F.I.O. depuis plusieurs mois va-t-elle enfin éclater ? S'il était permis d'en douter après le refus brutal opposé par la majorité de son Comité directeur à la demande de convocation d'un congrès extraordinaire, on peut considérer maintenant qu'elle est pratiquement ouverte par la décision que viennent de prendre Gaston Defferre et ses amis.

En démissionnant du bureau de la S.F.I.O., ils veulent forcer la main à Guy Mollet et lui imposer la grande

gauche en France peut être accéléré ou retardé. On peut regretter que la S.F.I.O. occupe une telle position sur l'échiquier politique. On ne peut pas la négliger et c'est pourquoi ce qui se passe à l'intérieur de la S.F.I.O. nous intéresse particulièrement.

Quelles sont, à cet égard, les positions prises par les uns et par les autres ?

Au soir du 19 décembre, Gaston Defferre n'a pas masqué ses intentions. Il a relancé son projet de formation à vocation majoritaire, basé

alliance au centre ? Apparemment, Guy Mollet n'est pas pressé de répondre à la question. Tout au long de la campagne électorale, ses déclarations équivoques ont montré qu'il était prêt à accepter l'une ou l'autre de ces formules. Son choix est loin d'être fait et on peut trouver là une des raisons de son refus de convoquer rapidement un congrès S.F.I.O.

Il convient cependant d'ajouter qu'il n'est pas entièrement libre de ses mouvements. Le poids politique acquis par Mitterrand, à l'intérieur de la Fédération démocratique socialiste, lui interdit, provisoirement au moins, un renversement de l'orientation amorcée en novembre.

Bon gré, mal gré, l'opposition de Mollet à la « grande fédération » préconisée par Defferre, l'a contraint à accepter un type de regroupement qu'il repoussait il y a à peine deux ans. De même, il n'a pas pu s'opposer à la candidature unique de la gauche avec soutien communiste, qu'il s'obstinait à refuser au mois de juillet dernier. Il peut donc être accusé à poursuivre le dialogue avec les communistes et les autres formations de gauche en vue de réaliser un accord général pour les élections législatives.

François Mitterrand a d'ailleurs dit et répété, avant le 5 décembre, que tel était son but et l'on ne comprendrait pas qu'il y renonçât après le succès qu'il a obtenu.

Nous savons donc quelles ont été les premières intentions de Defferre et ce à quoi peut être contraint Mollet.

Mais que veulent les autres démissionnaires du bureau de la S.F.I.O. ? Leur silence nous surprend. Voilà des hommes, Brutelle, Gazier et Jacquet notamment, qui ont proclamé la nécessité d'un regroupement socialiste authentique et d'un dialogue positif avec le P.C. Ensuite ils ont défendu le projet de « grande fédération » contrairement à l'attente de tous ceux qui avaient suivi avec intérêt leurs efforts antérieurs. Puis, ils ont soutenu vigoureusement la candidature Mitterrand.

Où en sont-ils aujourd'hui ? Acceptent-ils le principe d'un regroupement socialiste dans le cadre d'un accord général de la gauche ou ont-ils la nostalgie du centrisme ?

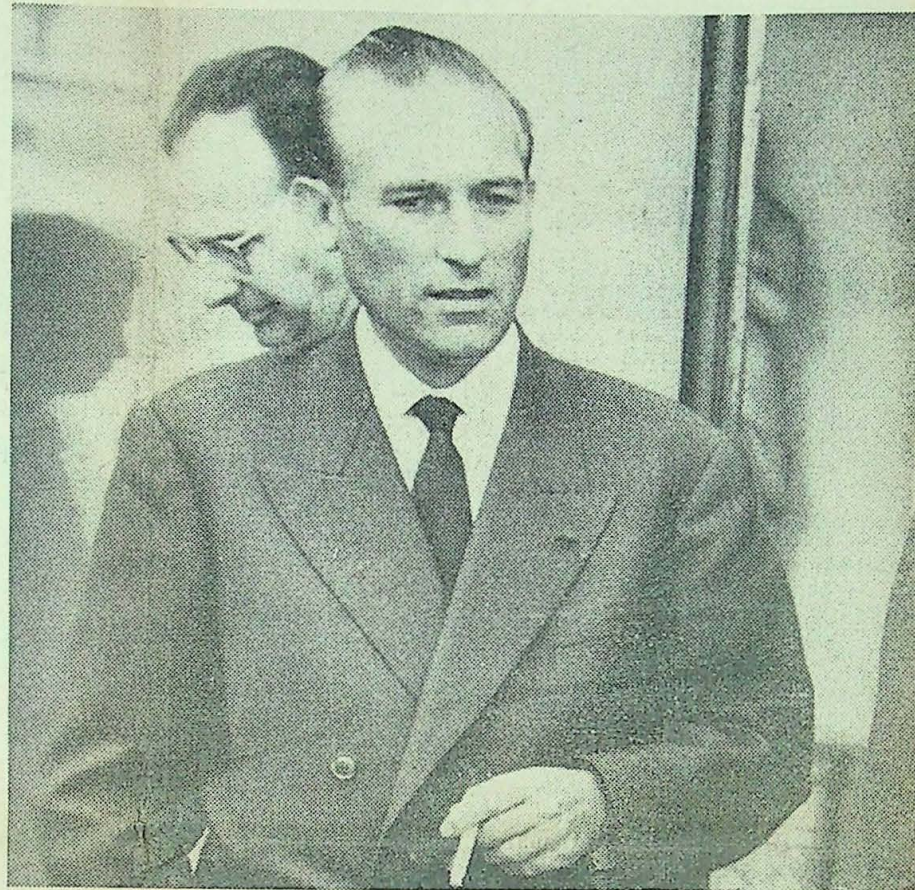
On explique leurs attitudes contradictoires par leur opposition à Mollet. Cette justification est insuffisante.

Comme eux, nous savons que le « molletisme » et son jeu de bascule sont des obstacles au renouvellement de la gauche et nous pourrions comprendre qu'ils donnent la priorité à la remise en ordre interne de la S.F.I.O. Mais pas en renonçant au Socialisme.

C'est au contraire en mettant le socialisme à l'ordre du jour que l'on pourra en finir avec les combinaisons tactiques qui laissent l'appareil du P.C. et le « molletisme » maîtres du jeu.

A eux de nous dire ce qu'ils en pensent et le plus tôt sera le mieux.

P. B.



(Photo A.D.P.)

Georges Brutelle : regroupement socialiste ou formation centriste ?

explication dont il avait lui-même admis le principe en novembre.

Qu'en adviendra-t-il ? Il est encore trop tôt pour le dire, d'autant plus que les démissionnaires, à l'exception de Defferre, sont avares de précisions.

De toute façon, tôt ou tard, sous une forme ou sous une autre, le débat demandé aura lieu car il recouvre des problèmes réels et pas seulement une querelle de personnes.

Le premier de ces problèmes concerne la vie intérieure de la S.F.I.O. Il n'est pas nouveau mais Guy Mollet aura de plus en plus de mal à l'esquiver.

La lente hémorragie de ses effectifs, le vieillissement de ses cadres, la faible activité de ses fédérations départementales, si souvent remarquée au cours de la dernière campagne électorale, sont les signes les plus évidents du malaise qui ne cesse de se développer au sein de la S.F.I.O. L'absence d'activité militante n'est pas compensée par un effort de recherche au niveau de la doctrine et du programme. Depuis des années, ses commissions d'études sont en sommeil et aucune proposition sérieuse n'est sortie de la S.F.I.O. dont nombre de dirigeants (parmi les démissionnaires notamment) ont regretté que leur parti ait été incapable d'élaborer un contre-plan ou de présenter un contre-projet d'aménagement du district de Paris, à l'exemple de ce que le P.S.U. avait fait.

Il en résulte que la gestion de Guy Mollet est de plus en plus vivement critiquée. On juge sévèrement le poids excessif d'un appareil à sa dévotion, sur les décisions du parti. Si l'habileté manœuvrière du secrétaire général peut encore l'aider à franchir des passes difficiles, nul doute que son autorité soit plus sérieusement contestée qu'autrefois.

L'orientation politique de la S.F.I.O. constitue le second problème que ce parti doit résoudre. Lui non plus n'est pas nouveau, mais il demeure capital. Sulyant que la S.F.I.O. s'oriente à gauche ou bascule de nouveau à droite, le redressement de la

sur l'alliance de la S.F.I.O. et d'une partie du centre. C'était une singulière interprétation des résultats que de conclure à la possibilité pour une formation de ce genre d'obtenir la majorité sans le concours du P.C. S'il est vrai que la gauche doit reconquérir l'électorat populaire en core influencé par le gaullisme, ce n'est pas en s'alignant sur le centre qu'elle y parviendra.

Il est vrai que Defferre a nuancé depuis sa position, ce qui tendrait à prouver qu'une partie de ses amis — à l'intérieur de la S.F.I.O. et non à l'extérieur — ne veut pas laisser à Mollet le monopole du dialogue avec le P.C.

Pourtant les intentions de Guy Mollet ne sont pas aussi nettement annoncées. Alliance à gauche ou

Le nouveau style du général

Ainsi que les thuriféraires de l'U.N.R.-U.D.T. nous l'avait fait savoir avant le second tour de l'élection présidentielle, le Pouvoir allait changer de style.

Eh bien, ils avaient raison. Pour la première fois, l'allocation du chef de l'Etat a été un « satisfecit » décerné à l'action de la France depuis 1958, date à laquelle se sont éteintes confusion politique, subversion, faillite, etc.

Non vraiment, nous n'étions pas habitués à cette manifestation d'autosatisfaction qui correspond, il faut le reconnaître, à la réalité. Depuis que de Gaulle est au pouvoir, il n'y a plus, en effet, de subversion ; ces violents soubresauts étaient réservés au régime précédent lorsqu'il s'agissait de faire revenir l'homme de Colombey. Aujourd'hui, on tolère simplement qu'un ministre reste en place lorsque ses séides participent à l'entraînement d'un leader populaire marocain ; il est vrai que Ben Barka

inspirait, lui, l'opposition à Sa Majesté... du Maroc.

Quant à la confusion politique, voilà au moins un spectre de chassé définitivement. Maintenant, les choses sont claires : le guide pense et décide... C'est là le principal. Et si vous voulez savoir ce que la France fera dans les semaines qui viennent, attendez la prochaine conférence de presse qui vous dira pourquoi les choix furent... ce qu'ils furent.

Les journalistes parlementaires, accrédités à l'Elysée, ont bien essayé d'interroger le Sphinx élyséen...

Mauvaise éducation, ces journalistes... La seule réponse positive qu'ils obtinrent fut un commentaire amer : « Vous savez bien que tout va mal, que rien ne s'améliore nulle part. »

Pas possible ?

Alors, dans ce cas, bonne santé, monsieur le Général-Président.

G. C.

DOCUMENT

LA CONDITION FEMININE DANS LA SOCIETE ACTUELLE

Nous avons commencé dans notre précédent numéro la publication d'une enquête réalisée par la Fédération du Rhône du P.S.U. sur la condition de la femme dans notre société.

Les perspectives démographiques et économiques

Il faut s'attendre au cours des vingt prochaines années à : - une augmentation de la population française de 49 millions d'habitants aujourd'hui à 60 millions en 1985.

Cette augmentation sera inégale selon les régions et le niveau de qualification professionnelle ; les techniciens seront surpayés, parce que rares.

Les motivations du travail féminin (85 % des femmes reconnaissent travailler par nécessité et non par choix) ne devraient donc pas être sensiblement modifiées et la nécessité resterait la règle.

Vers une femellisation de la femme

Le mariage lié à l'amour est le « mythe du siècle » et conditionne l'esprit des jeunes filles actuelles. Il est entretenu par la presse féminine, par sa publicité surtout ; vous devez avoir ceci, vous devez avoir cela, offrez-lui les cheveux qu'il aime...

Les femmes elles-mêmes classent, parmi les qualités qu'elles considèrent comme spécifiquement féminines, la féminité à l'opposé de l'ambition (enquête faite par la Ligue de l'Enseignement du Gard).

Il semble que la tendance actuelle soit à l'hyperféminité (cf. U.S.A.), à la femellisation de la femme, où la jeune fille n'envisage plus parmi ses possibilités que l'aspect « épouse et mère ».

Dans la vie politique, la participation des femmes est de plus en plus réduite par rapport à 1946 (1946 : 36 femmes députés ; 1965 : 8 femmes députées) ; 4 femmes sur 200 membres du Conseil économique et social ; 8 femmes sur 771 membres du Commissariat au Plan ; 17 femmes sur 3.000 conseillers généraux ; 11.000 femmes sur 460.000 conseillers municipaux.

La situation est d'autant plus alarmante qu'elle n'est pas ressentie comme telle.

Dans la vie active, on compte 6.500.000 travailleuses, dont 2.186.000 célibataires, 2.800.000 femmes sans enfant ou avec un enfant de plus de 16 ans, 1.500.000 femmes ayant au moins un enfant de moins de 16 ans (soit 23,3 % de l'ensemble).

Le taux d'activité est d'autant plus grand que le niveau d'instruction est plus élevé.

L'exode rural maintient le niveau de la main-d'œuvre « ouvrière » qui aurait tendance à baisser, les « ouvrières », d'une génération à l'autre, alimentant la catégorie « employées ».

Depuis 1900, la masse de main-d'œuvre féminine a numériquement légèrement diminué.

La courbe rendant compte de la participation des femmes dans la vie active nationale présente deux sommets : l'un, entre 18 et 23 ans (avant le mariage) ; l'autre moins élevé, aux alentours de 45 ans (quand les enfants sont élevés).

La même femme retrouve donc au cours de son existence tous les problèmes que l'on juxtaposait jusqu'alors : travail de célibataire, mariée sans enfant, mère, 45-65 ans.

La femme et le travail

Le mythe de la femme douce, jolie, gardienne du foyer, mère, fait que dans notre société le travail de la femme est souvent conçu comme un pis-aller et, malgré les principes et proclamations satisfaites que l'on peut entendre à la télévision, nous sommes devant une véritable non-reconnaissance de fait du travail féminin qui a des conséquences graves.

Le manque de formation professionnelle

La formation professionnelle est régie par la loi Astier de 1919, qui rendait l'enseignement obligatoire jusqu'à 17 ans. Nous avons vu ce qu'il en est advenu : il a fallu attendre quarante ans pour qu'une ordonnance prolonge effectivement la scolarité jusqu'à 16 ans.

La formation professionnelle des jeunes

a) L'apprentissage artisanal

En raison de l'évolution des techniques, il n'offre que bien peu de débouchés puisqu'il se limite à quelques professions, telles que la bijouterie, le cartonage, la maroquinerie pour les filles ; la fourrure, la teinturerie, la quincaillerie, la droguerie pour les garçons.

b) Le centre d'apprentissage

Créé en 1945, il s'appelle aujourd'hui collège d'enseignement technique et ne recrute que sur concours ; le niveau est élevé et le nombre de places restreint : une place pour six candidats.

Les débouchés de cet enseignement sont pour les garçons : - les métiers du bâtiment, de la métallurgie, etc.

Pour les filles : - l'enseignement ménager, dont on sait bien qu'il ne débouche sur aucun métier ; - la couture, dont les seuls débouchés sont la couture industrielle, le piquage en chaussures.

- les sections commerciales, qui offrent des débouchés dans la mesure où le personnel hautement qualifié manque.

Pas de section d'électronique pour les filles à Lyon, un seul cas de fille ayant appris un métier dans la métallurgie.

On voit que l'on se garde bien d'innover, et que les filles sont cantonnées dans les quelques métiers traditionnels qu'une femme peut exercer sans perdre ses « attributs naturels ».

Par contre, une évolution se dessine : quelques sections expérimentales ont été mises sur pied qui enseignent les mêmes matières que les sections classiques, mais le B.E.P.C.

est exigé. A cela, un motif très valable, l'évolution des techniques exige que l'on ait une formation générale suffisante, sous peine de devenir manœuvre. Mais qu'a-t-on prévu pour ceux qui n'ont pu obtenir ce B.E.P.C. ? Comme d'habitude, une solution de remplacement : formule mixte qui met cet enseignement sous la responsabilité patronale (trois jours d'enseignement théorique et le reste dans les ateliers, sous la conduite de moniteurs formés par l'Education nationale) et permet ainsi le détournement des crédits destinés aux C.E.T.

c) Les lycées techniques

L'enseignement débute par un tronc commun où la formation générale domine. La scolarité est de trois ans et aboutit sur le brevet de technicien, puis à un niveau supérieur sur un baccalauréat de technicien du niveau du bac math-élém, avec la différence que ce diplôme offre des possibilités immédiates.

En ce qui concerne les filles, il est essentiellement composé de :

- sections économiques : secrétariat, comptabilité, secrétariat médical et social. Les élèves obtiennent en fin de scolarité le brevet supérieur d'enseignement commercial, exigé dans de nombreux concours administratifs ; elles peuvent poursuivre jusqu'au baccalauréat en droit. Mais nous verrons plus loin quelles discri-

súr, vante ses mérites et avantages, en oubliant les inconvénients, alors que ce devrait être à l'Education nationale de remplir ce rôle.

- hôteesse de l'air : sur 1.800 candidatures acceptées (niveau du bac connaissance parfaite d'une langue étrangère, plus celle, moins bonne, d'une autre), 1.077 sont admises à l'examen ; à l'issue du stage, 100 sont élues, et pratiquement la carrière se termine au bout de trois à quatre ans ;

- esthéticiennes : les écoles sont chères et la profession, saturée, n'offre plus de débouchés.

A l'inverse, des professions correspondant peut-être moins aux normes classiques de la féminité, mais offrant davantage de débouchés, sont complètement délaissées.

Ainsi, en ce qui concerne la formation professionnelle, la non-reconnaissance du travail féminin limite donc les femmes à quelque deux ou trois professions, souvent peu compatibles avec l'économie moderne et pas toujours adaptées à leurs aptitudes. ce qui a pour conséquence directe de les rendre encore plus vulnérables



Pour elles, les sections commerciales sont les plus accessibles.

minations règnent à l'égard des femmes dans les concours ;

- sections de patronnières modélistes ;

- sections de chimie biologique.

Les élèves des lycées techniques ont la possibilité de passer des concours d'entrée dans les grandes écoles. Là encore, le nombre de filles est très inférieur à celui des garçons.

La formation professionnelle des adultes

Il s'agit là d'un enseignement marginal contrôlé par les professions. Bien que ce soit un enseignement destiné aux adultes, la plupart des élèves ont moins de 20 ans.

La région lyonnaise compte 61 centres : 15.000 hommes, 600 femmes. Les rares sections féminines, comme dans l'enseignement technique, se contentent d'offrir aux femmes le choix entre deux ou trois professions.

Il existe à Lyon : une section de sténo-dactylo, deux sections d'aide-comptable ; à Grenoble : une section de sténo-dactylo, avec hébergement (c'est la seule de la région) ; à Valence : une section de sténo-dactylo ; à Villeurbanne : une section de secrétariat de direction.

C'est tout ce qui existe en matière de promotion.

Face à ce lamentable état de choses, les réactions des femmes sont peu nombreuses. Bien souvent, les filles ne cherchent pas à sortir du ghetto dans lequel elles sont enfermées. Cela tient à deux raisons principales : elles sont peu informées ; l'information revient à la profession qui, bien

que les hommes à l'évolution des techniques et d'en faire très rapidement, pour celles qui ne l'étaient pas déjà, des manœuvres.

La discrimination dans l'emploi

Particulièrement flagrante dans la fonction publique, où, par exemple :

- Au concours pour l'admission à l'emploi d'inspecteur des impôts, sur 400 places, 332 sont réservées aux hommes, 68 aux femmes.

- Au concours pour le recrutement d'inspecteurs élèves des douanes et droits indirects, sur 38 places, toutes sont réservées aux hommes.

- Au concours pour le recrutement de sous-intendant dans les établissements de l'enseignement public, sur 14 postes, 10 sont réservés aux hommes, 4 aux femmes.

Certains faits sont d'ailleurs très révélateurs. C'est ainsi que, dans une administration lyonnaise, certains postes de cadres sont occupés par des femmes, mais elles conservent le coefficient et les appointements d'employées, car la direction nationale ne veut pas de cadres féminins.

(A suivre.)

BULLETIN D'ADHESION
Nom
Prénom
Adresse
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15e).)

REPORTAGE

L'Église catholique
en Pologne

Depuis quelques semaines un nouveau conflit oppose le gouvernement polonais à l'épiscopat polonais. Ce dernier avait décidé lors de sa récente conférence d'envoyer un message aux évêques allemands d'Est et d'Ouest qui l'avaient invité à participer en 1968 au millième anniversaire de la ville de Meissen. Dans cette lettre épiscopale, il était question du « pardon » sollicité pour la Pologne à propos des expulsions d'Allemands des anciens territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse.

Quand on connaît la susceptibilité, normale à nos yeux, des Polonais sur ce sujet, et quand on se souvient des atrocités nazies en Pologne, on s'étonne de l'initiative du Primat de Pologne, le cardinal Wyszyński. Celui-ci n'a pas lancé sa bombe sans amère pensée. Il savait bien que le Parti communiste organiserait des réunions criant à la provocation. Mais il savait également qu'en choisissant la période d'avant Noël, il empêchait le gouvernement polonais de prendre des mesures restrictives contre l'Église catholique. D'autant plus que des tractations secrètes — commencées à Paris — s'occupent actuellement des conditions selon lesquelles le Pape Paul VI pourrait venir assister en Pologne aux fêtes du millénaire.

Lorsque le cardinal écrit : « Les lettres que nous avons envoyées aux évêques ne sont pas des lettres politiques... Je n'oublie jamais quand je suis à l'étranger que je représente la Pologne », il montre clairement qu'en Pologne, l'Église entend négocier et imposer sa puissance.

Harris Puzis, directeur de « T. S. », était en Pologne au mois de juin 1965. Il y reviendra cet été. Dès maintenant, il nous parle de ce problème :

La Pologne catholique

« Puis-je vous bénir, mon fils ?... — Non, monsieur le curé, je suis agnostique... — Bien, je prierai quand même pour vous. Mais voulez-vous venir visiter ma chambre, vous verrez comment vit un prêtre polonais. »

Cette conversation, cet été, j'avais cherché à l'avoir. Je ne voulais pas quitter la Pologne sans recueillir un témoignage de prêtre sur cette réalité qui m'avait frappé : la participation populaire à la religion catholique.

J'étais à Poznan pour la Fête-Dieu. Un arrêté municipal pris quelques jours avant, pour la première fois, limitait les processions à une promenade concentrique autour des églises. Ainsi, « la circulation ne serait pas gênée ». Le matin de la Fête-Dieu, il n'y avait plus de circulation, et les rues étaient noires de monde, sans souci de l'arrêté. Et les enfants et les jeunes gens étaient présents, contrairement à ce que j'avais déjà vu en U.R.S.S.

J'avais également rencontré des étudiants, au hasard des amphithéâtres et même un responsable de syndicat. Ils avaient tous reconnu la ferveur religieuse du peuple polonais.

Une histoire comme il s'en raconte partout m'avait amusé à ce propos : « La première communion ayant lieu dimanche, la réunion du Parti communiste est reportée à une autre date. »

Que me dit donc ce prêtre ? « Que la presque totalité des Polonais est croyante (90 % au moins, m'assure-t-il) et que même parmi les 1.800.000 membres du Parti communiste beaucoup le sont et pas seulement au jour de leur mort. »

Pour lui, il y a en Pologne actuellement un dialogue entre Gomulka et le cardinal Wyszyński. Un dialogue qui se fait de plus en plus à un niveau d'égalité. Le grand adversaire du communisme c'est l'Église catholique. Et tout ce qui, en Pologne, conteste le communisme prend appui sur l'Église. « Comme les communistes, me dit ce prêtre, nous avons l'éternité devant nous, mais ici, en Pologne, nous sommes 25 millions qui connaissons le grand changement d'ici quelques années à peine. »

« ...Nous sommes touchés par les paroles et les actes de Jean XXIII (j'ai assisté dans une église catholique au prêche du pasteur Michéls, et en français). Nous savons maintenant que même contraignantes, les dispositions prises contre l'Église et ses fidèles restent sans effet. Et même si en 1965 il n'y a eu que 35 prêtres d'ordonnés à Varsovie, malgré le grand nombre de vocations, même si peu d'églises sont construites dans les quartiers neufs, même si reconstruire une vieille église est presque impossible, même si nous avons moins de libertés qu'en 1956, nous sommes sûrs de vaincre le communisme athée. »

Ainsi me parla, tranquillement, dans sa chambre au lit de fer, garni de livres, et en buvant une fraîche eau de source, un prêtre qui sachant mon incroyance n'avait pourtant point craint de me dire son espoir.

La fin de l'armistice

Pourquoi, par contre, « moins bien qu'en 1956 » ? Sans doute parce que le gouvernement polonais a pris ces dernières années des mesures pour séculariser presque complètement les écoles et pour interdire l'enseignement religieux dans les écoles publiques. Y a-t-il réussi ?

En 1961 (1), une enquête effectuée parmi les étudiants de Varsovie posait la question suivante : « Laquelle de ces réponses convient le mieux à votre attitude religieuse ? »

Réponses :

- Profondément croyant et pratiquant régulièrement, 4,9 % ;
- Croyant et pratiquant régulièrement, 13,7 % ;
- Croyant mais pratiquant irrégulièrement, 34,2 % ;
- Croyant mais non pratiquant, 12,3 % ;
- Agnostique, 8,1 % ;
- Non croyant mais pratiquant, 4,9 % ;
- Non croyant et non pratiquant, 14,9 % ;
- Adversaire déclaré de la religion, 3,2 % ;
- Sans point de vue, 3,5 %.

C'est ainsi qu'à chaque fois que la presse communiste attaque l'Église il

Article 70 de la Constitution
de la République Populaire
de Pologne

1. — La République Populaire de Pologne garantit aux citoyens la liberté de conscience et de confession.

L'Église et les autres unions confessionnelles peuvent librement exercer leurs fonctions religieuses. Il est interdit d'empêcher les citoyens de prendre part à l'exercice du culte ou aux rites religieux.

Il est également interdit d'astreindre qui que ce soit à prendre part à l'exercice du culte ou aux rites religieux.

2. — L'Église est séparée de l'Etat. Les principes régissant les rapports de l'Etat et de l'Église, ainsi que la situation juridique des unions confessionnelles et de leurs biens, sont définis par les lois.

3. — L'abus de la liberté de conscience et de confession dans le but de porter atteinte aux intérêts de la République Populaire de Pologne est puni par la loi.

Il y a une contre-attaque du cardinal Wyszyński. La presse reproche au cardinal « le ton polémique de ses sermons » et le Primat de Pologne critique l'Etat qui « ne respecte pas la Constitution », mais tout reste au niveau des diatribes, des relations tendues et finit par les compromis nécessaires.

C'est ainsi qu'il faut pour le moment juger le dernier conflit en date.

Les catholiques et la politique

Sur les 460 parlementaires de la Diète polonaise, il y a 13 catholiques, membres du groupe des sans-parti qui en comprend 49 ; 39 appartiennent au Parti démocrate, 117 au Parti paysan et 255 au Parti ouvrier polonais unifié.

Mais les catholiques ont une activité plus importante que celle de leurs députés.

Il y a le groupe Caritas, lié à la hiérarchie qui, sous couvert des œuvres de bienfaisance, a des ramifications auprès de chaque paroisse. Il s'occupe d'hôpitaux pour enfants arriérés et anormaux, d'œuvres pour vieillards. Il groupe dans des conseils paroissiaux hommes et femmes et en fait des militants catholiques organisés. Un journal mensuel est édité.

Il y a le groupe Pax, auquel appartiennent 5 députés, il représente plutôt la gauche du courant catholique et recherche le dialogue avec le Parti communiste. Lui aussi édite des journaux. Il est souvent en lutte avec la hiérarchie catholique. Son journal quotidien est le « Slowo Powszechne » : La Parole pour tous.

Le K.I.K. (ou club d'intellectuels catholiques) (3 députés), regroupe les intellectuels et les écrivains catholiques. Lui aussi existe dans chaque paroisse et organise des conférences sur des sujets religieux ou politico-religieux, qui obtiennent un grand succès. A l'heure actuelle, l'une de ses tâches est l'explication et l'information des textes du Concile. Il y a en son sein une lutte ouverte entre les tendances catholiques proches de Pax ou de Caritas, surtout à la veille du millénaire de la Pologne.

Le Znak, qui a également 5 députés, est organisé dans les usines, mais je n'ai pu en connaître l'importance.

Ces groupements ont leurs journaux périodiques : « Kierunki » (Orientation) ; « Wiesz » (Le Lien), « Tygodnik Powszechny » (L'Hebdomadaire pour tous), « Za i Przecin » (Le Pour et le Contre), « Znak » (Le Signe).

Ces diverses organisations, quels que soient leurs liens avec la hiérarchie, manifestent toutes leur fidèle attachement à l'Église catholique et sont souvent le creuset de l'opposition au régime. Il est vrai qu'elles recrutent surtout dans les milieux héritiers de la bourgeoisie ou néo-bourgeois, mais on ne peut nier leur influence.

La littérature polonaise catholique s'est longtemps confinée dans les

sujets historiques (Antoni Golobiew, Hannu Malewska, Jerzy Zawieyski), mais depuis Jan Dobraczynski elle traite des sujets plus contemporains et pose nettement le problème de la liberté de conscience et du dualisme avec certaines conceptions du socialisme. Elle est en plus de très grande qualité.

On ne peut oublier non plus la ferveur religieuse des paysans. Les routes des villages sont le dimanche matin et après-midi sillonnées par les attelages à chevaux amenant les villageois à la messe et aux vêpres. Ce qui a même une incidence sur le Plan 1963-70, ainsi que me le contaît un économiste. Ces chevaux sont très bien nourris, trop mêmes, et les quotas de récoltes de fourrages sont insuffisants. On a donc décidé l'abattage de 30.000 chevaux. Mais la préoccupation religieuse ne serait pas étrangère non plus à cette décision !

Autre fait intéressant à noter : il existe encore des écoles secondaires confessionnelles, payées par l'Église (2 % environ seulement). Et si j'en crois ce que j'ai appris du Sacré-Cœur de Poznan, ce sont des foyers d'opposition. Il est vrai que leurs élèves lorsqu'ils se présentent aux mêmes examens que leurs condisciples des écoles d'Etat sont pénalisés. On m'a cité à Poznan le fait suivant : les élèves fils d'ouvriers et de paysans bénéficient d'un privilège de 3 points et demi sur 20 s'ils viennent des écoles d'Etat... et de 0 point s'ils viennent des écoles confessionnelles).

Petits faits, me direz-vous ! Je ne le crois pas. Je pense au contraire que puisqu'ils se posent, ils sont à l'image du grand débat que connaît la Pologne.

Dirai-je, en conclusion, que le fait même que ce débat ait lieu, qu'il soit connu, et qu'on en puisse parler, est à l'honneur de la Pologne. Pays sympathique où l'esprit critique est vif, où la liberté se respire plus que dans des pays socialistes voisins.

Pays ami qui en cette période de Noël montre bien le paradoxe qui existe entre son régime socialiste et sa foi religieuse. Une foi qui inonde les rues de toutes les villes, emplit les églises pour la messe de minuit, paralyse toute l'activité du pays, impose à la radio et à la télévision des programmes religieux. Une foi qui ne doit pas nous faire méconnaître les réalisations du socialisme, sur lesquelles nous reviendrons d'ici quelques mois.

(1) Source : Perspectives Polonaises, février 1962, p. 46.

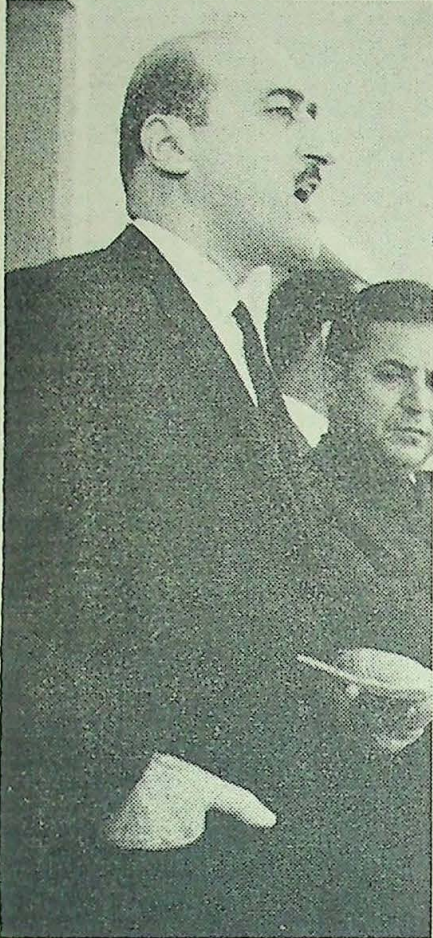


(Archives - T. S.)

Millénaire de la Pologne.
Millénaire de l'Église catholique.

SYRIE

Problèmes permanents du socialisme arabe



(Archives - T.S.)

Mounil Razzaz secrétaire général du Baas.

La récente « crise ministérielle » syrienne a donné lieu, dans la presse, à des interprétations bien sommaires : on a parlé d'un conflit entre l'aile gauche et l'aile droite du Baas, d'une victoire des modérés sur les révolutionnaires. Il est toujours tentant, mais souvent dangereux, de plaquer nos définitions occidentales sur des réalités différentes.

Nation et provinces arabes

Le Baas se veut parti arabe et non parti syrien. Il a pris pour titre : « Parti Socialiste de la Renaissance Arabe » ; ses organismes de direction

sont ouverts à des Syriens, mais aussi à des Irakiens, des Jordaniens, des Libanais, etc. ; le champ de son action s'étend sur l'ensemble de la « nation arabe » et refuse de s'enfermer dans les limites de l'un quelconque des Etats, hérités des partages du XX^e siècle et qui ne sont pour lui que des régions.

Cela dit, dans les faits, le Baas chassé du pouvoir en Irak, ne le conserve qu'en Syrie ; partout ailleurs, il est dans l'opposition. La Syrie socialiste se trouve dangereusement isolée au milieu des régimes réactionnaires d'Irak, de Jordanie, du Liban.

Il y a donc sans cesse risque de contradiction entre les options de la direction nationale et les particularismes régionaux. Lorsque le Baas était au pouvoir en Irak, bien des erreurs ont été commises, ne serait-ce que la décision de déclencher la guerre contre les Kurdes, sans nulle consultation de l'échelon national qui blâma sans pouvoir empêcher.

Dans ces conditions, la décision prise par la direction du Baas de relever de ses fonctions la direction syrienne, de prendre elle-même en main, jusqu'au prochain congrès national, la direction des affaires régionales, correspond à un incontestable succès du parti sur les particularismes locaux. On savait depuis longtemps sur quelles déviations nationalistes débouche la tentation de « construire le socialisme dans un seul pays ».

Il reste que le problème des formes de l'unité arabe reste entier. L'expérience nassérienne a montré les dangers d'une centralisation trop poussée ; l'expérience irakienne et, aujourd'hui, syrienne attirent l'attention sur les menaces découlant de particularismes opposés. La voie du juste milieu est difficile à trouver. Il faudra sans doute que d'autres expériences socialistes soient tentées et donc que le Baas réussisse à sortir de son bastion syrien.

Le poids des militaires

Autre contradiction ne recoupant pas entièrement la première, mais se superposant à elle. On sait le rôle souvent progressiste qu'a joué l'armée dans l'émancipation des pays du tiers monde. En Syrie, comme ailleurs, personne ne peut nier l'apport décisif des officiers dans la révolution du 8 mars 1963. De là à déboucher sur la prise en main de tous les pouvoirs par les militaires, on sait qu'il n'y a qu'un pas, allègrement franchi à Alger comme à Léopoldville, à Cotonou, à Bangui, à Ouagadougou.

Tous les efforts du Baas, au con-

traire, tendent à assurer durablement la prééminence du pouvoir civil : séparation des fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement, auparavant cumulées entre les mains du général Hafez ; obligation pour les militaires qui occupent des charges civiles de démissionner de l'armée ; dissolution au VIII^e congrès (mai 1965) du Comité militaire syrien qui exerçait, en fait, l'essentiel du pouvoir régional ; telles sont les étapes les plus importantes.

C'est contre cette politique que s'est dressé, plus ou moins ouvertement, un groupe de militaires influents dans l'ancien état-major, comme dans la direction de la province syrienne. Peu à peu, une véritable faction s'est constituée, développant sa clientèle, s'appuyant sur les nouveaux adhérents du parti, ceux d'après la victoire, donc pas toujours les plus sûrs, déplaçant à son gré les gouverneurs. Il n'était pas possible à la direction du Baas d'ignorer plus longtemps de tels faits sans risquer de voir son autorité disparaître ou s'installer une dualité dangereuse.

Le reste que le problème constitutionnel n'est pas réglé. Qu'un énorme travail de réorganisation des échelons de base du parti soit nécessaire, personne ne le conteste : c'est après une longue tournée du secrétaire national Razzaz dans les sections de l'ensemble du pays que furent prises les décisions récentes ; le prochain congrès national aura à les entériner. Surtout, la promulgation d'une constitution, l'élection d'une assemblée nationale apparaissent comme les étapes ultérieures qu'il ne sera pas possible de retarder trop longtemps.

L'ombre de Nasser

Au Moyen-Orient plus qu'ailleurs, les options internationales sont étroitement imbriquées dans les choix de

politique intérieure. Après l'expérience de l'unité manquée, personne au sein du Baas ne se proclame nassérien, mais il y a différentes manières d'être antinassérien. Pour les uns, le « Rais » est l'homme à abattre, celui qui pour lutter contre le Baas n'a pas hésité à s'allier aux régimes les plus réactionnaires, l'agent des Américains, l'obstacle principal à l'unité arabe. Avec Nasser, disent-ils, aucun dialogue n'est possible, aucun accord concevable. Pour la direction nationale du Baas, la situation est plus complexe : on ne nulle l'alliance du chef d'Etat égyptien avec les forces qui partout combattent le socialisme ; on affirme que le « socialisme militaire » qui se maintient sur les bords du Nil n'a rien à voir avec la démocratie socialiste. N'empêche qu'on ne peut identifier l'Egypte nassérienne avec l'Arabie féodale ou la Jordanie d'Husseïn ; n'empêche que chacun sait que si Nasser était renversé actuellement, sa chute ouvrirait la voie aux Frères Musulmans ou aux bourgeois du Caire et non à une solution socialiste. N'empêche qu'Abd el Nasser, s'il incarne une déviation du socialisme, incarne aussi incontestablement un énorme progrès par rapport au régime de Farouk. Alors, pensent certains éléments du Baas il sera impossible de se refuser éternellement au dialogue ; déjà le dernier sommet arabe a permis un rapprochement (octobre 1965), déjà la guerre des ondes entre Damas et Le Caire a cessé. C'est là un des aspects de la « politique d'ouverture » définie par Michel Aflak dont l'influence au sein du Baas est toujours aussi grande ; ne rien céder sur le fond, réexaminer sans cesse la situation en fonction des données nouvelles, être prêt à tous les dialogues. Sur ce point aussi, les décisions prises à Damas portent l'indication d'un choix et il est important.

Que cette situation complexe et en perpétuelle mouvance soit susceptible de créer aux socialistes du Baas bien des difficultés futures, ils sont les premiers à le savoir. Le rôle des socialistes du P.S.U. me semble être d'expliquer et de faire connaître ce qui rend cette expérience passionnante.

M. H.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint :

GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19 20

Rédaction : 11, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél : LIT 19-39.

Pub. Littéraire: 71, r. des St Péres, Paris

Abonnement : C.U.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

LA DOUCEUR DU VILLAGE

LE BESTIAIRE D'AMOUR

actualité de la révolution

LENINE

par Georg LUKACS

E.D.I. paris 29, r. Descartes-V^e

1 vol. 136 p. F 5,90 C.C.P. 184.62.71

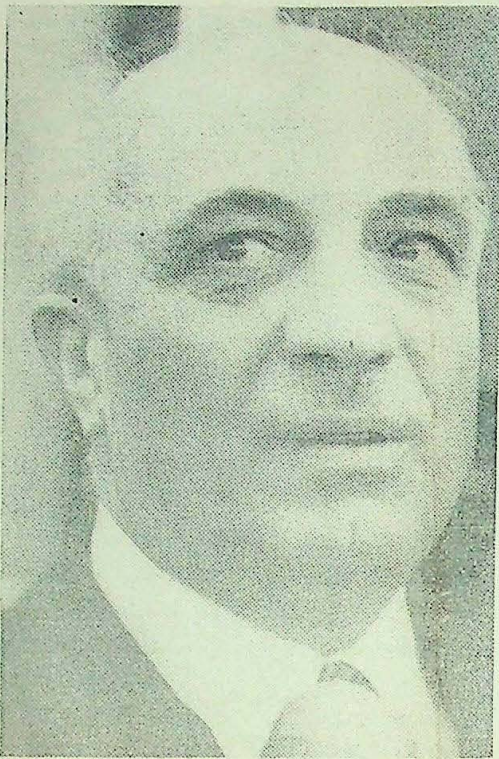
Première édition française

Advertisement for 'LA PLÉIADE' by Albert Camus, including publisher details for 'LA LIBRAIRIE PILOTE' and a list of titles.

Order form for 'LA PLÉIADE' including fields for name, address, profession, and payment methods.

FANFANI :

Un avertissement pour Johnson



(Photo A.D.P.)

Amintore Fanfani : un retrait provisoire.

LA démission d'Amintore Fanfani, ministre des Affaires étrangères (démocrate-chrétien) d'Italie, appartient par bien des aspects pittoresques à la petite histoire. Mais c'est aussi, c'est surtout, un épisode du malaise qui s'approfondit parmi les supporters de la politique américaine au Vietnam.

S'il n'y avait eu aucune divergence entre Rome et Washington sur la guerre du Vietnam, et sur le contenu réel de « l'offensive de paix » bruyamment orchestrée par le président américain Johnson, il est tout à fait évident qu'il ne se serait rien passé.

L'aide que recherche Johnson

Pas de scandale. Personne n'aurait fait des gorges chaudes des imprudences verbales de Giorgio La Pira, des cinq-à-sept de la signora Fanfani, des indiscrétions d'une revue de droite intéressée à attiser le désaccord entre atlantiques inconditionnels et européens partisans de « l'ouverture à gauche », dans la démocratie-chrétienne. Fanfani serait toujours ministre.

En confirmant sa démission au président du Conseil Aldo Moro, le « professorino » Fanfani souhaitait que son

successeur continuât à « développer les mérites principaux que s'acquiert l'Italie dans le progrès pacifique et libre du monde ». Il faut évidemment se méfier des mots. Mais cela ressemble bien à une profession de foi en faveur des initiatives qui ont déplu à Johnson.

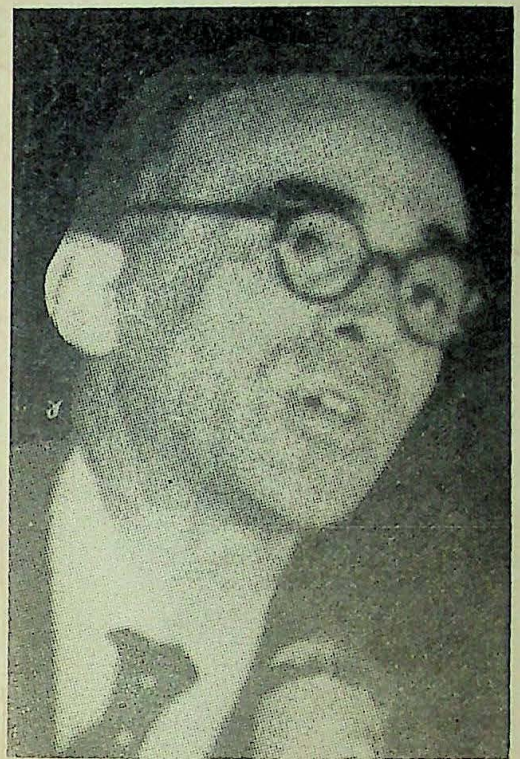
Il y a quelques semaines, deux ministres américains — les deux plus importants, pour l'heure : McNamara (Défense) et Rusk (Affaires étrangères) — étaient venus demander aux gouvernements européens membres du Pacte atlantique d'aider les Etats-Unis au Vietnam. Maintenant, après la démission de Fanfani, on sait que l'Amérique exige de ses alliés qu'ils l'aident à justifier sa guerre, accessoirement à la faire, mais non à rendre possible une négociation de paix.

Résumons, en effet :

La Pira à Hanoï

1 La Pira voit Ho Chi Minh à Hanoï. Il ne lui extorque pas, par des gesticulations, des déclarations irresponsables, comme ose l'insinuer « L'Express » qui continue ainsi à s'illustrer dans un « centrisme » du plus mauvais aloi. Non. La Pira s'entend confirmer, par l'oncle Ho lui-même, ce que les Américains savent parfaitement : à savoir que le Nord-Vietnam ne réclame nullement que l'Amérique ait d'abord évacué le Sud avant d'accepter des négociations, mais seulement que l'Amérique accepte les accords de Genève de 1954 comme base d'une discussion et d'un règlement.

2 Fanfani rend compte à Washington des entretiens La Pira-Ho Chi Minh, comme il est naturel. Aussitôt, c'est suffisant pour que le gouvernement italien prenne figure — aux yeux des jusqu'aboutistes de Washington et des ultra-atlantiques de Rome —



(Photo A.D.P.)

Giorgio La Pira : des imprudences.

d'allié frondeur, mal intentionné, indépendant. L'attaque vient d'un journal américain, sous la forme d'indiscrétion. Puis, Rusk rend publique sa correspondance avec Fanfani sur cette affaire — ce qui est un coup bas incroyable. Enfin, « Il Borghese » publie les propos de table à thé de La Pira, lequel n'est pas tendre pour Moro, pour les socialistes nenniens et pour quelques autres.

Des vellétés d'insubordination

Voilà le genre de leçon que, avec l'aide de la droite italienne, en l'occurrence, le gouvernement américain réserve aux alliés saisis par des vellétés d'insubordination. Les socialistes italiens ont reproché à Fanfani de s'être démis au lieu de s'être défendu bravement. C'est vrai, Fanfani a cédé. Il aurait pu se battre. Il aurait dû le faire. Les socialistes ne le disent pas assez fort. Il ne s'est tout de même pas renié. Et cela est important. Car la preuve est faite que la guerre américaine au Vietnam finit par aliéner à l'Amérique même des gouvernements qui ne songaient pas le moins du monde à entrer en conflit avec elle. L'isolement des Etats-Unis progresse à pas de géant.

Paul Parisot.